



Rapport sur l'Afghanistan 2009

Sommaire

Avant-propos de M. Jean-François Bureau, secrétaire général adjoint pour la Diplomatie publique, et de M. James Appathurai, porte-parole de l'OTAN	4
Résumé	5
Sécurité	6
Gouvernance	18
Reconstruction et développement	31



Avant-propos

La communauté internationale, dont l'OTAN, aide le gouvernement afghan à renforcer la sécurité, à améliorer la gouvernance et à intensifier la reconstruction et le développement du pays. Des progrès dans ces trois domaines sont indispensables si l'on veut aider l'Afghanistan à devenir un pays sûr et stable, qui ne constitue une menace ni pour lui-même ni pour la communauté internationale.

Le présent document est le deuxième rapport annuel sur l'Afghanistan produit par la Division Diplomatie publique de l'OTAN. Il n'a pas pour objet de dresser une liste détaillée des activités menées par tous les acteurs internationaux, par les différents pays et par le gouvernement afghan. Il vise plutôt à donner un aperçu général des progrès accomplis dans chacun des trois principaux domaines d'activité de la FIAS-OTAN - la sécurité, la gouvernance et le développement - où celle-ci intervient soit directement soit dans un rôle secondaire. Et il ne s'agit pas simplement d'exposer l'action menée par la FIAS-OTAN : on a tenté de donner au lecteur une représentation plus générale et plus objective de la situation, en décrivant à la fois les secteurs où des progrès sont enregistrés et ceux où il reste beaucoup à faire.

La conclusion que nous tirons de ce rapport est simple : les défis à relever en Afghanistan restent considérables, mais la volonté de la communauté internationale et l'action qu'elle mène pour aider la population afghane à relever ces défis le sont tout autant. Des fondations solides sont actuellement posées – certes plus lentement que nous le souhaiterions, mais à un rythme soutenu – le but étant d'offrir à la population afghane un avenir meilleur et plus sûr, et, de fait, la présente année sera marquée par la tenue d'une élection présidentielle, la deuxième depuis la fin du régime taliban.

James Appathurai

Porte-parole de l'OTAN

Jean-François Bureau

Secrétaire général adjoint
pour la Diplomatie publique

Résumé

En 2008, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), sous mandat des Nations Unies et dirigée par l'OTAN, a continué à aider les toutes nouvelles forces de sécurité nationales afghanes (ANSF) à assurer la sécurité dans l'ensemble du pays. Le bilan global de la situation de sécurité en 2008 a été mitigé. Il y a eu une forte recrudescence de la violence dans certaines régions du sud, du sud-est et du sud-ouest, qui a entraîné une augmentation sensible du nombre des victimes à partir de 2007. Cependant, des zones entières du nord, du centre et de l'ouest du pays sont demeurées relativement stables. Les ANSF ont développé leurs effectifs et leurs capacités, et elles ont assumé pour la première fois la responsabilité de la sécurité dans la région de Kaboul. Les effectifs de la FIAS ont considérablement augmenté, et cette tendance se poursuivra en 2009. L'amélioration des relations entre le gouvernement afghan et le gouvernement pakistanais issu des dernières élections est allée de pair avec l'amélioration de la coordination militaire à la frontière, ce qui a permis, vers la fin de l'année, de diminuer le soutien apporté aux insurgés en Afghanistan par les zones frontalières.

Le gouvernement afghan dispose de moyens limités aux niveaux du pays, des provinces et des districts, et il est handicapé par la corruption. L'insécurité et la criminalité chroniques et, par endroits, l'influence du commerce de la drogue entravent encore davantage la bonne gouvernance. Malgré ces difficultés, le gouvernement a pu continuer à étendre et asseoir sa présence dans tout le pays. Des programmes financés par des donateurs du monde entier contribuent au développement des capacités des institutions étatiques, notamment la fonction publique, la réforme au niveau central et infranational, l'action de consolidation du système judiciaire et les capacités de lutte antidrogue du pays. Au niveau local, des initiatives gérées par le gouvernement, et notamment la Direction indépendante pour la gouvernance locale (IDLG), qui visent à améliorer les liens entre l'autorité centrale et les autorités locales, commencent à prendre forme.

L'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres de la planète, mais il continue de progresser régulièrement. Son PIB augmente rapidement (de 7,5% en 2008, selon les estimations) et les échanges commerciaux avec les pays voisins se sont considérablement accrus. Une nouvelle impulsion a été donnée au soutien qu'apporte la communauté internationale à la reprise du développement en Afghanistan lors de la conférence tenue à Paris en juin 2008, où plus de 80 donateurs ont promis une aide de 21 milliards de dollars US. En outre, les donateurs se sont alignés sur les priorités définies par le gouvernement afghan dans la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (ANDS), qui a été lancée officiellement en juin 2008 – ce qui montre que les Afghans sont de plus en plus capables de déterminer leur avenir.

En 2009, la prochaine grande étape sur la voie de la démocratie en Afghanistan sera la tenue du scrutin présidentiel et des élections des conseils provinciaux au mois d'août, alors que les problèmes persistent dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement. La communauté internationale, dont la FIAS dirigée par l'OTAN, renforcera son soutien au gouvernement afghan et à la population afghane en cette année particulièrement difficile, grâce notamment à une approche globale mieux coordonnée.



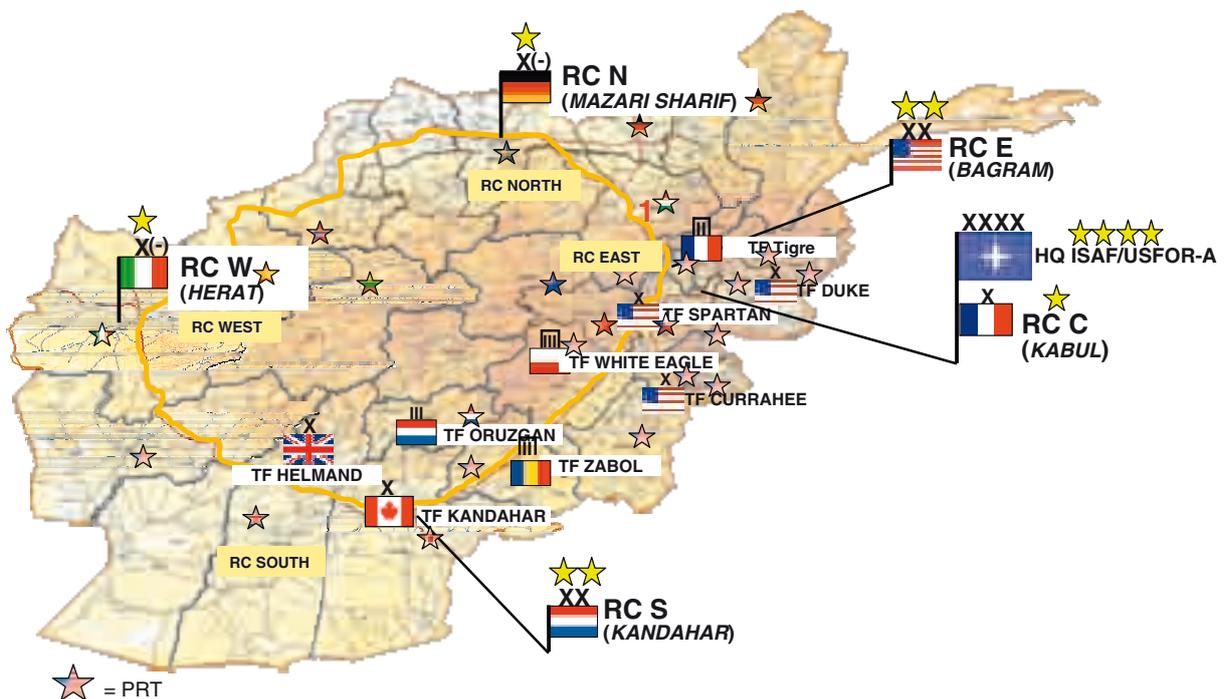
Sécurité

Il faudra du temps et des efforts pour asseoir solidement les bases de la bonne gouvernance et du développement économique et social. À cette fin, le rôle principal de la FIAS-OTAN en Afghanistan est d'aider les autorités afghanes à apporter paix et sécurité à la population.

Le bilan global de la situation de sécurité en 2008 a été mitigé. La violence a fortement augmenté dans certaines régions du sud, du sud-est et du sud-ouest, les rebelles et les criminels ayant redoublé d'efforts pour limiter l'autorité exercée par le gouvernement. Cela a entraîné une hausse importante du nombre de victimes par rapport à 2007, non seulement parmi la population civile et les forces de sécurité, mais aussi parmi les rebelles eux-mêmes. Les attaques perpétrées contre les civils afghans et la communauté internationale au moyen de dispositifs explosifs de circonstance (IED) ont été la première cause de pertes en vies humaines, tandis que les insurgés s'en sont pris de plus en plus aux sites isolés et vulnérables de la police nationale afghane (ANP), provoquant une augmentation importante des victimes au sein de la police. Par ailleurs, l'instabilité régnant au Pakistan a permis aux insurgés d'organiser, depuis des zones sanctuaires, des attaques de l'autre côté de la frontière perméable, en Afghanistan.

Pendant, le regain de violence est resté concentré pour l'essentiel dans les mêmes régions qu'en 2007. De vastes zones dans le nord, le centre et l'ouest du pays sont restées relativement stables. Les forces de sécurité nationales afghanes (ANSF), ayant renforcé leurs effectifs et leurs capacités, ont pris en charge les questions de sécurité dans la province de Kaboul, ce qui s'est traduit par une nette diminution de la violence, en dépit de quelques attaques à fort retentissement. Les niveaux de forces de la FIAS ont également connu une hausse importante en 2008. La FIAS a déployé des forces terrestres supplémentaires dans le sud et l'est du pays afin d'aider les ANSF à exercer un contrôle sur des régions qui étaient auparavant sous l'influence des insurgés. Malgré le défi permanent que représentent les incursions transfrontalières depuis le Pakistan, l'amélioration des relations entre le gouvernement afghan et le gouvernement pakistanais nouvellement élu s'est accompagnée d'une amélioration de la coordination militaire le long de la frontière entre les deux pays. Vers la fin de l'année, une opération de sécurité menée en coordination de part et d'autre de la frontière a donné des résultats positifs contre les rebelles.

SITUATION ACTUELLE DES FORCES





Des soldats français de la FIAS avancent dans la vallée de Tagab (province de Kapisa).

FORCE OPÉRATIONNELLE (TF) DE KAPISA – OPÉRATIONS FRANÇAISES À KAPISA

Six cent cinquante militaires français ont été déployés dans la province de Kapisa, au sein du commandement régional Est, à l'été 2008. Leur rôle consiste à renforcer les capacités de la FIAS dans une région clé pour l'accès à Kaboul. Les soldats français s'engagent à mettre en œuvre une approche intégrée :

- en sécurisant les routes afin de garantir la liberté de mouvement ;
- en perturbant les activités et les réseaux des rebelles et en repoussant les insurgés dans le fond des vallées ;
- en soutenant l'ANA, c'est-à-dire en l'aidant à établir plusieurs avant-postes ainsi qu'une base importante dans le sud de la province ;

- en établissant des relations solides avec les anciens des villages et en répondant aux demandes les plus urgentes de la population, y compris en matière de soins de santé ; pendant les six premiers mois de la présence de la TF, 700 adultes et 400 enfants ont été soignés ;
- en soutenant des projets de développement civils dirigés par les PRT et les Nations Unies, dans un environnement sûr.

La FIAS a fait part d'un déclin des activités des insurgés dans la région, après les opérations menées en coordination par la TF de Kapisa et l'ANA. Parallèlement, les améliorations en matière de sécurité favorisent le développement de programmes d'infrastructures importants, tels que le projet dirigé par la PRT américaine concernant une route majeure à travers Kapisa. (Source: Ministère français de la Défense)

Soutien en matière de sécurité pour des élections libres et équitables

L'élection présidentielle de 2009 sera une autre étape importante dans l'évolution de la démocratie constitutionnelle afghane. Les autorités afghanes ont procédé avec efficacité et succès à l'inscription des électeurs, avec le soutien de la FIAS. Avec près de 4,4 millions d'électeurs nouvellement inscrits, les préparatifs de l'élection, qui doit se tenir plus tard dans l'année, sont bien avancés.

La sécurité pour ce scrutin sera assurée avant tout par les ANSF. La première ligne de sécurité sera assurée par l'ANP, et la seconde ligne par l'ANA. Pour sa part, la FIAS assurera un soutien de troisième ligne. Le processus visant à fournir à cette fin des troupes supplémentaires temporaires se poursuit.

Respect de la population civile afghane

Les insurgés sont responsables de 80% du nombre total de victimes civiles en 2008, avec 973 personnes tuées - principalement lors d'attaques perpétrées au moyen d'IED - contre 236 personnes tuées par des opérations militaires menées par les forces internationales. Il est important de considérer ces chiffres au regard d'une augmentation globale de 33% des incidents de sécurité, d'une hausse de 37% des effectifs de la FIAS et d'une augmentation de 31% du nombre d'opérations offensives de la FIAS/des ANSF. Les attaques perpétrées par les insurgés au moyen d'IED, en hausse de 27% en 2008 par rapport à 2007, représentent toujours la cause la plus importante de victimes civiles.

Le nombre de victimes civiles résultant d'opérations menées par les forces internationales a toujours été, et demeure, une préoccupation grave pour les dirigeants politiques et militaires de l'OTAN. En novembre 2008, le commandant de la FIAS a communiqué de nouvelles orientations détaillées et plus strictes à ses commandements subordonnés, leur donnant comme instruction spécifique de réduire autant que possible le risque pour la population



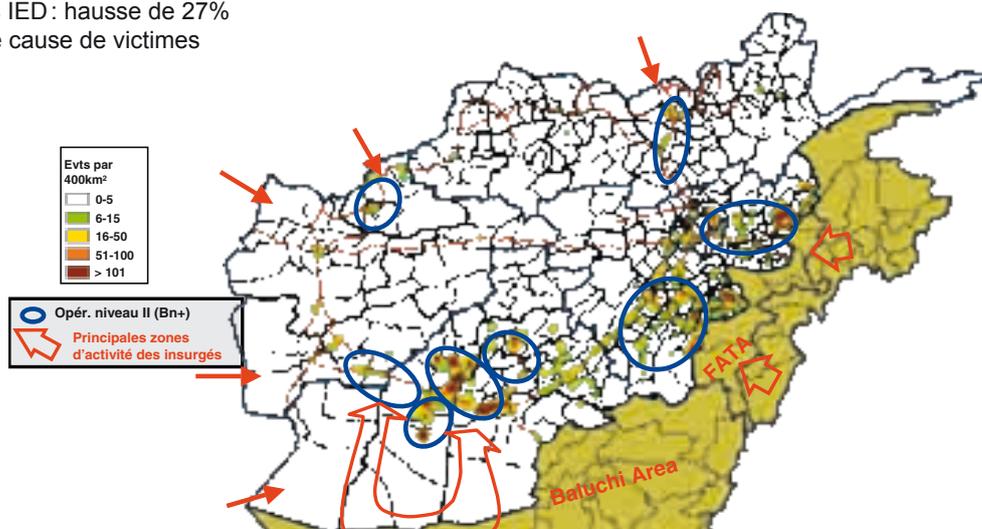
Un soldat britannique de la FIAS en conversation avec des jeunes. Le personnel de la FIAS a pour principe de respecter la population afghane, sa culture et sa religion. (© Ministère de la Défense du Royaume-Uni)

civile et les éventuelles atteintes à la culture afghane. Cette directive donne des orientations aux forces de la FIAS sur l'utilisation du soutien aérien rapproché, les procédures « d'escalade de la force », les perquisitions à domicile, les comptes rendus et les investigations conjointes.

SÉCURITÉ - RÉSUMÉ

- > Incidents de sécurité : hausse de 33%
- > 70% des incidents de sécurité continuent de se produire dans 10% des districts
- > Incidents IED : hausse de 27%
Première cause de victimes

- hausse de 37% des effectifs de la FIAS
- hausse de 28% des effectifs des ANSF
- hausse de 31% des opérations offensives



- Victimes civiles : hausse de 40% à 56%
- Décès FIAIS/OEF : hausse de 37%
- Décès ANSF : hausse de 6%
- ANP : 3 x plus de victimes que l'ANA/la FIAS

- 124% d'attaques en plus contre le gouv. afghan
- 50% d'enlèvements/d'assassinats en plus

ANSF

ANA: formation de 13 kandaks/bataillons supp.
46 kandaks capables de mener des opérations

ANP: FDD appliquée dans 52 districts
13 des 20 bataillons ANCOP déployés

As of: 3 Jan 09



DIRECTIVE TACTIQUE

Le commandant de la FIAS a adapté la Directive tactique dans le but de réduire autant que possible le risque de victimes civiles et d'éviter tout comportement susceptible de heurter les Afghans. Il a ainsi été décidé ce qui suit :

- travailler en partenariat avec les ANSF dans toutes les opérations de la FIAS ;
 - ne pas pénétrer sans y être invité dans une maison, une mosquée, un site historique ou religieux afghan, sauf si un danger a été clairement identifié ;
 - faire preuve de respect et de marques d'égards à l'endroit des Afghans, de leur culture, de leurs coutumes et de l'Islam ;
 - éviter les insultes et les gestes déplacés, ne pas pointer inutilement une arme en direction d'une personne, bannir toute conduite dangereuse sur la route ;
 - faire preuve de proportionnalité dans la riposte, de retenue et d'une juste discrimination dans l'usage des armes (utiliser autant que possible des systèmes de précision) ;
 - reconnaître immédiatement les pertes civiles et diligenter une enquête sur les allégations en toute transparence ;
- veiller à l'application d'une approche commune dans l'ensemble du pays ;
 - lorsque des coups de feu sont tirés à partir d'une maison afghane, les commandants sur le terrain doivent s'assurer que tout a été fait pour confirmer que le site n'abrite pas des civils innocents.

Pour établir une méthode transparente de compte rendu des victimes civiles, le commandant de la FIAS a décidé ce qui suit :

- mettre sur pied une cellule de suivi des victimes civiles chargée d'assurer le suivi des incidents ;
- consigner systématiquement les accusations ainsi que les réfutations et les aveux après enquête ;
- mettre en place un système à deux niveaux permettant de vérifier la véracité des accusations et de mener une véritable enquête si les accusations sont étayées ;
- encourager les évaluations des dommages de combat au niveau des commandements régionaux ;
- définir des modalités permettant d'améliorer les interactions entre le QG de la FIAS et la MANUA – ou d'autres organisations nationales et internationales – pour ce qui est du compte rendu des victimes.



Le général David McKiernan, commandant de la FIAS, le général Ashfaq Pervez Kayani, chef de l'état-major des forces terrestres du Pakistan (au centre) et le général Bismullah Khan Mohammadi, chef de l'état-major général de l'ANA (à droite), après une réunion de la Commission tripartite au ministère afghan de la Défense, janvier 2009.

Réduire la menace transfrontalière

Les rebelles ont exploité l'instabilité régnant au Pakistan pour mettre en place et maintenir des zones sanctuaires hors de portée des ANSF et de la FIAS. De l'autre côté de la frontière, les rebelles se regroupent et lancent des attaques, en particulier dans l'est de l'Afghanistan. Selon les rapports des commandants de la FIAS, il y a eu une hausse importante des incursions transfrontalières du Pakistan vers l'Afghanistan au début et au milieu de l'année 2008.

Pour contrer cette activité transfrontalière, la FIAS et les ANSF ont accru leur coopération avec les forces armées pakistanaïses. Cela s'est traduit notamment par des opérations conjointes visant à empêcher la libre circulation des rebelles de part et d'autre de la frontière. La FIAS et les forces armées de l'Afghanistan et du Pakistan coordonnent des opérations dans le cadre de réunions régulières de la Commission tripartite et du Centre commun de renseignement tripartite (T-JIOC). Les travaux de la Commission sont complétés par un renforcement de la coordination régulière entre les forces militaires des trois entités à proximité de la frontière.



La passe de Khyber est le col le plus important qui relie l'Afghanistan au Pakistan.

Même si le terrain le long de la frontière septentrionale fait qu'il est extrêmement difficile de couper entièrement les itinéraires de transit, les opérations menées en coopération par les États-Unis, les forces internationales, les ANSF et les forces armées pakistanaises peuvent avoir un effet positif important pour la mise en échec de l'insurrection. Dans le passé, lorsque la FLAS lançait des offensives près de la frontière, les talibans et leurs alliés se faufilaient simplement au Pakistan et, lorsque l'armée pakistanaise s'était avancée dans les zones tribales frontalières, les rebelles revenaient en Afghanistan. Cette année a cependant été marquée par un niveau de coopération bien meilleur entre la FLAS, les Afghans et les forces armées pakistanaises, aboutissant à une opération coordonnée dans la province de Kunar, située dans le nord-est de l'Afghanistan, et dans le district voisin de Bajaur, au Pakistan.

Officier de liaison de la FIAS, commandement régional Est.

Après l'ouverture du Centre de coordination frontalière (BCC) de la passe de Khyber dans la région de Torkham, en mars 2008, deux autres BCC sont actuellement en construction aux cols de Lawara (à Paktika) et de Nawa (à Kunar) et devraient atteindre leur pleine capacité opérationnelle en 2009.

Au niveau politique, l'OTAN développe ses contacts avec les autorités pakistanaises afin d'encourager un renforcement de la coopération et des efforts visant à contrer la menace rebelle dans l'ouest du Pakistan.



Un policier de l'ANP surveille les alentours tandis qu'un soldat afghan fouille un véhicule à un poste frontière près de Duahb, dans la province de Kunar, juin 2008.



Un militaire de la FIAS parle avec un soldat de l'ANA et un sage du village de Duahb à un poste de contrôle situé à proximité de la frontière avec le Pakistan.

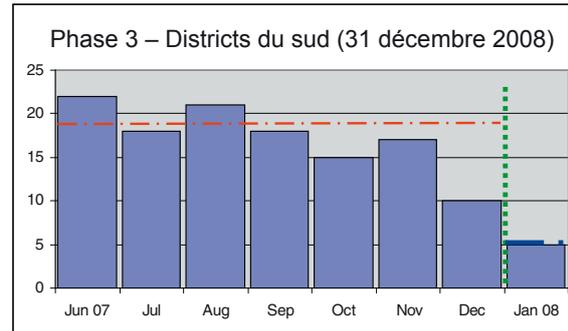
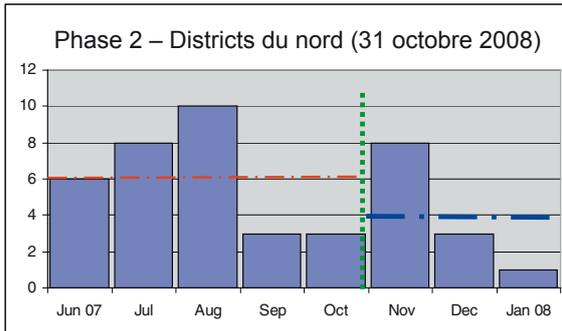
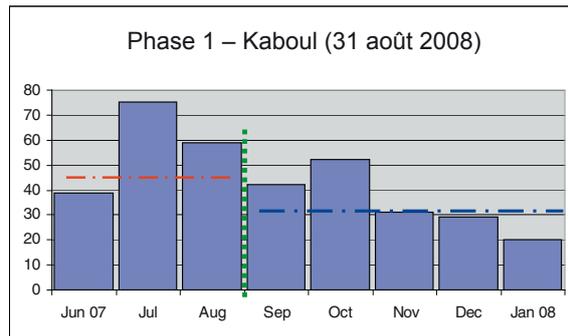


Soutien aux ANSF

Le transfert de la responsabilité principale de la sécurité dans la province de Kaboul de la FIAS vers les ANSF a été une étape importante en 2008 vers le renforcement de la prééminence du gouvernement afghan.

LES AFGHANS RESPONSABLES DE LA SÉCURITÉ À KABOUL

- 31% des habitants de Kaboul estiment que la sécurité s'est améliorée entre juin et décembre 2008. Seuls 10% estiment que la sécurité s'est dégradée (ANQAR¹).
- Après le transfert de responsabilité, on a enregistré une baisse des incidents dus aux insurgés et une baisse des actes criminels.
- En 2008, baisse de 61% des victimes au sein des ANSF à Kaboul. ¹Rapport d'évaluation trimestriel national afghan

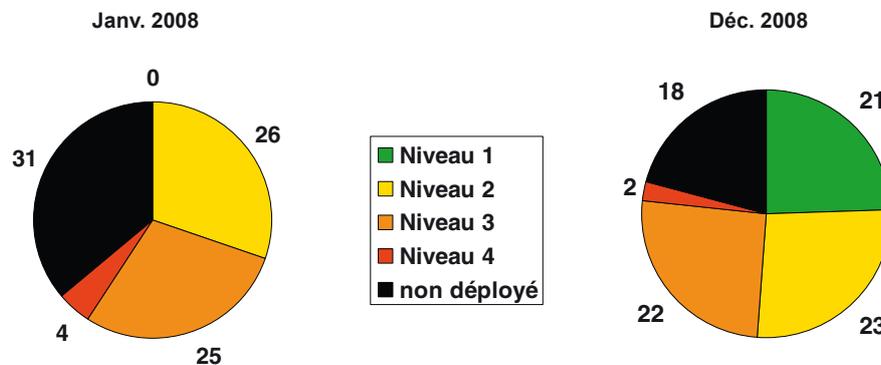


Un soldat d'une équipe opérationnelle allemande de mentorat et de liaison (OMLT) et un soldat de l'ANA pendant une patrouille conjointe à Mazar-i-Charif.

Le maintien et l'extension de développements aussi positifs nécessite la présence durable de forces de sécurité afghanes bien entraînées. L'année dernière, le Conseil commun de coordination et de suivi (JCMB) a approuvé l'augmentation de l'effectif total de l'ANA, qui doit passer de 82 180 à 134 000 hommes d'ici à 2013. Les travaux menés par le Commandement multinational sur la transition en matière de sécurité en Afghanistan (CSTC-A), dirigé par les États-Unis, ont favorisé la croissance constante de l'ANA. Depuis 2007, 26 000 nouvelles recrues ont été entraînées chaque année, et 28 000 autres sont prévues pour 2009. Par conséquent, le plan du ministère afghan de la Défense sur l'accélération du déploiement de l'ANA avance à présent l'échéance de décembre 2011 pour le déploiement complet de l'ANA.

PROGRÈS DE L'ANA – JANVIER - DÉCEMBRE 2008

Capacités au niveau des bataillons / kandaks



Points clés :

Déploiement de l'ANA : De janvier à décembre 2008, 13 nouveaux bataillons ont été déployés (bataillons d'infanterie, d'appui tactique et de soutien logistique au combat, et de commando)

Effectifs de l'ANA : Le personnel de l'ANA affecté aux forces terrestres de combat de l'ANA est passé de 31 342 hommes en janvier 2008 à 44 051 hommes en décembre 2008
L'effectif total de l'ANA ayant reçu une affectation est passé de 49 452 hommes en janv. 2008 à 67 263 hommes en déc. 2008

ANA capabilities :

- 21 bataillons ont atteint le niveau de certification CM 1: peuvent planifier et conduire des opérations au niveau du bataillon, sans soutien extérieur, pour des fonctions organiques
- 23 bataillons ont atteint le niveau CM 2: peuvent planifier et conduire des opérations au niveau du bataillon, avec un soutien extérieur
- 22 bataillons ont atteint le niveau CM 3: peuvent planifier et conduire des opérations au niveau de la compagnie, avec un soutien extérieur
- 2 bataillons ont atteint le niveau CM 4: déployés mais ne peuvent pas planifier ni mener des opérations
- Les opérations dirigées par l'ANA sont passées de 49% en janvier 2008 à 62% en décembre 2008

Selon le CSTC-A, plus de la moitié des unités déployées de l'ANA sont désormais capables de mener des opérations ou ont atteint leur pleine capacité opérationnelle; en conséquence, 62% des opérations menées dans l'ensemble du pays en 2008 étaient dirigées par l'ANA.

D'ici à décembre 2011, l'ANA sera composée de 21 brigades : 18 brigades d'infanterie, une brigade mécanisée, une brigade de soutien à la sécurité des quartiers généraux et une brigade de commando organisée en cinq corps d'armée et une division pour la capitale¹.

L'action de la FIAS à l'appui de ce processus accéléré est principalement menée par des équipes opérationnelles de mentorat et de liaison (OMLT²). Ces équipes de mentorat sont composées de membres des pays de l'OTAN et des pays partenaires. À la mi-mars 2009, la FIAS-OTAN disposait de 52 OMLT sur le terrain. Le relèvement du plafond des effectifs de l'ANA exigera une augmentation du nombre des OMLT de la FIAS (de 62 à 84) d'ici à décembre 2010. Jusque-là, les équipes de formation intégrées (ETT) des États-Unis – l'équivalent

des OMLT de la FIAS-OTAN de par leur nature et leur portée – continueront à compenser les insuffisances. Le fait de combler ces lacunes permettra d'accélérer le développement d'une ANA pleinement indépendante et opérationnelle.



Un soldat de la FIAS d'une équipe opérationnelle française de mentorat et de liaison (OMLT) encadre des soldats de l'armée nationale afghane pendant une patrouille conjointe.

¹ rapport de situation 2009 de l'ANA - SCR/Groupe consultatif stratégique de la FIAS.

² Équipes de 20 à 40 experts militaires intégrées dans des unités de l'ANA en vue d'affiner les compétences opérationnelles de base des unités afghanes et de professionnaliser ces dernières.



Un autre élément clé du soutien de la FIAS-OTAN à l'ANA réside dans le programme de soutien de l'OTAN en matière d'équipements et le fonds d'affectation spéciale de l'ANA. Ce fonds a été récemment étendu de manière à inclure le soutien à long terme de l'ANA.

Actuellement, l'ANA est en train de passer de son système d'armement datant du Pacte de Varsovie à des armements OTAN normalisés, processus qui devrait être achevé en 2009.



Un soldat de l'ANA observe le déchargement d'un hélicoptère d'attaque Mi-24 à Kaboul, en février 2009. Cet hélicoptère est le dernier d'une série de 12 appareils de transport et de combat, don de la République tchèque à l'ANA.

DONS D'ÉQUIPEMENT À L'ANA

Bulgarie	mortiers et munitions
Canada	armes légères, munitions et équipements
Rép. tchèque	hélicoptères
Estonie	armes légères et munitions
Finlande	téléphones de campagne et générateurs
Allemagne	couvertures, vêtements et équipements
Hongrie	armes légères et munitions
Lituanie	munitions
Luxembourg	gilets pare-balles et casques
Monténégro	armes légères et munitions
Slovénie	armes légères, mortiers et munitions
Suisse	camions incendie, pièces de rechange et formation
Turquie	obusiers et munitions, vêtements et fournitures pour écoles militaires

D'autres offres d'équipements, actuellement à l'étude, ont été faites par les pays suivants : Bulgarie, République tchèque, Danemark, France, Grèce, Lettonie, Norvège, Pologne et Royaume-Uni.

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE L'ANA

Le fonds d'affectation spéciale de l'ANA a été établi début 2007 pour couvrir les frais de transport et d'installation des équipements offerts, lorsque les pays ne sont pas en mesure de les prendre en charge. L'extension de la portée du fonds d'affectation spéciale de l'ANA a été approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord en mars 2008. Cette décision apporte davantage de souplesse aux pays de la FIAS-OTAN pour soutenir l'ANA. En février 2009, les contributions s'élevaient à plus de 18,5 millions d'euros.

À la réunion des ministres de la Défense tenue à Budapest en octobre 2008, le ministre afghan de la Défense a demandé à l'OTAN d'étendre l'actuel fonds d'affectation spéciale de l'ANA, l'objectif étant de continuer à assurer le soutien à long terme de l'ANA (paquets logistiques complets, ravitaillement, salaires, etc.). Le Conseil a décidé d'étendre l'actuel fonds d'affectation spéciale de l'ANA de manière à inclure le soutien à long terme de l'ANA. Le fonds élargi sera d'application pour cinq ans, après quoi la décision sera réexaminée. Le fonds d'affectation spéciale devrait être le principal moyen d'acheminer des fonds de la communauté internationale vers l'ANA.

L'un des éléments clés de l'efficacité durable de l'ANA sera la mobilité de la force. Les efforts visant à développer une composante Air robuste et performante au sein de l'armée nationale afghane (ANAAC) ont été intensifiés, donnant lieu à quelques succès importants. L'ANA a notamment fait preuve de rapidité et de souplesse en déployant rapidement un Kandak (bataillon) de Kaboul à Kandahar grâce à des moyens de l'ANAAC, immédiatement après l'évasion de prison de juin 2008.



Des policiers de l'ANP viennent de recevoir leur diplôme après une formation à Kaboul en juin 2008.

Les attaques des insurgés contre des cibles gouvernementales vulnérables ont augmenté en 2008, notamment celles visant des postes de contrôle de police isolés et des centres de district où la présence de la police nationale afghane (ANP) est réduite au minimum. Depuis 2007, plus de 60% de toutes les victimes dénombrées au sein des forces de sécurité proviennent de l'ANP³.

En termes de développement, l'ANP continue d'accuser du retard par rapport à l'ANA. L'ANP demeure vulnérable aux accusations de corruption et d'inefficacité et, de ce fait, ne jouit pas actuellement d'une grande confiance ni d'un large soutien auprès de la population, conditions cependant indispensables pour améliorer l'environnement de sécurité.



Des soldats afghans débarquent d'un avion de transport à l'aéroport international de Kandahar après une opération de sécurisation du district d'Arghandab, juin 2008.

COMPOSANTE AIR DE L'ARMÉE NATIONALE AFGHANE (ANAAC)

La création de l'ANAAC est une étape importante permettant d'accroître la capacité de l'ANA d'opérer de façon indépendante. L'ANAAC met à disposition des aviateurs et des soldats entraînés et prêts à l'action pour exécuter des tâches essentielles à l'appui de l'ANA et, à la demande du ministère de la Défense et de l'État-major général, pour apporter un soutien aux autorités civiles de l'Afghanistan, à tous les niveaux.

Grâce aux investissements des États-Unis et à la formation dispensée par ce pays, mais aussi grâce aux contributions d'autres pays⁴, l'ANAAC est désormais en mesure d'assumer une partie du soutien aérien fourni par la FIAS, notamment en assurant 90% des missions de soutien aérien de l'ANA en 2009 (contre 10% début 2008).

L'ANAAC a fait la preuve de son efficacité le 16 juin 2008, pendant l'opération visant à reprendre le district d'Arghandab (province de Kandahar), contrôlé par les insurgés. L'ANAAC a pu acheminer 910 soldats et 12 300 kilos de marchandises de Kaboul à Kandahar en moins de 24 heures. Le 22 juin 2008, tous les soldats étaient rentrés.

Depuis, l'ANAAC a mené un certain nombre de missions, en particulier dans le cadre du système de transport aérien intrathéâtre de la FIAS, qui permet d'acheminer des marchandises et des troupes à travers l'Afghanistan.

La capacité de l'ANAAC devrait augmenter jusqu'en 2016, année où elle devrait atteindre sa pleine capacité opérationnelle, avec environ 7 000 hommes et 129 aéronefs à voilure fixe et à voilure tournante.

³ Critères de mesure de la sécurité, SHAPE, octobre 2008.

⁴ Canada, République tchèque, Hongrie, Inde, Turquie et Royaume-Uni.



*Des policiers afghans patrouillent la ville de Kandahar avec des soldats canadiens de l'Equipe de reconstruction provinciale de Kandahar (KPRT).
(© Ministère canadien de la défense)*

Dans ce contexte, le gouvernement afghan a pris en 2008 un certain nombre de mesures destinées à intensifier ses propres efforts ainsi que ceux de la communauté internationale, en vue de combler ces lacunes. Le lancement de la stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (ANDS), en juin 2008, et la réforme de la police menée ultérieurement par le ministère de l'Intérieur constituent deux étapes importantes dans la mise en place de forces de police robustes et performantes. Outre, le relèvement du plafond des effectifs de l'ANP à 82 180 hommes, plusieurs priorités de haut niveau ont été identifiées :

- accélérer et étendre les programmes de formation existants ;
- aligner les salaires et les avantages de l'ANP sur ceux de l'ANA afin de combattre la corruption et la désertion ;
- renforcer l'intégration totale de l'ANP dans les institutions locales ;
- renforcer la coopération et la complémentarité de l'ANP et de l'ANA.

Des mesures ont été prises depuis par le gouvernement afghan pour augmenter les salaires et les avantages de l'ANP et renforcer la présence de l'ANP au niveau des districts, grâce au programme afghan d'ouverture sociale (ASOP) et à la force afghane de protection du public (APPF).

Le Conseil international de coordination de la police (IPCB⁵) reflète les priorités du gouvernement afghan en matière de police. La mission de police de l'Union européenne (EUPOL) et le CSTC-A sont les principaux partenaires apportant un soutien à la constitution des capacités de l'ANP. Alors que la première vise essentiellement à aider le ministère de l'Intérieur à développer des institutions et des politiques efficaces de maintien de l'ordre, le second est davantage axé sur les questions tactiques, notamment le soutien, la formation et l'équipement de la police. La stratégie ciblée de développement des secteurs de police (FDD) du CSTC-A a permis d'obtenir des succès significatifs grâce à un programme de reconversion systématique de tous les officiers de police dans les districts sélectionnés.

L'assistance à l'ANP est l'une des tâches de soutien principales de la FIAS. Il s'agit essentiellement de fournir une formation spécialisée pour des compétences spécifiques sans rapport avec la police (comme une formation relative à la lutte contre les IED), une aide sous forme de mentorat et la possibilité de mener des patrouilles conjointes. Cette assistance est fournie en grande partie par l'intermédiaire des comités de sécurité régionaux et des centres régionaux de coordination des opérations, qui se composent de membres de l'ANA, de l'ANP et de la FIAS. La FIAS fait en sorte que les équipes de mentorat de la police (PMT) du CSTC-A au niveau des districts soient intégrées dans les arrangements des commandements régionaux.

Actuellement, les forces de l'ANP s'élèvent à 76 000 hommes, pour un effectif total autorisé de 82 180 hommes.

⁵ L'EUPOL, la MANUA, l'OTAN, le fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public en Afghanistan et le CSTC-A font partie de l'IPCB.

Perceptions du public

Il est essentiel pour les forces internationales et gouvernementales de conserver le soutien de l'opinion publique pour pouvoir renforcer la sécurité à travers le pays de manière durable.

Selon l'enquête d'opinion menée en 2008 par *The Asia Foundation* auprès de la population afghane, les points de vue sur l'efficacité du gouvernement diffèrent selon les régions⁶. L'enquête a montré que les personnes interrogées dans le nord, l'ouest, le centre et certaines parties de l'est du pays citent l'amélioration de la sécurité comme un signe positif des progrès accomplis au niveau national. Les personnes interrogées dans le sud-ouest, le sud-est et à Kaboul font part d'une dégradation de la situation de sécurité. Les attaques à grand retentissement menées à Kaboul, la criminalité en hausse et la prise pour cibles d'avant-postes du gouvernement mal protégés ont contribué à entamer la confiance à l'égard du gouvernement.

Des enquêtes indépendantes montrent cependant que les citoyens afghans ne veulent pas voir les talibans revenir au pouvoir. Selon le sondage effectué par les chaînes BBC/ARD/ABC, seuls 4% des Afghans préféreraient que les talibans soient au pouvoir aujourd'hui, tandis que 82% soutiennent la forme actuelle de gouvernement. En outre, une large majorité d'Afghans continuent de soutenir les efforts déployés par leur gouvernement et admettent qu'une forte présence militaire internationale est nécessaire pour le moment. Ce sentiment est confirmé par l'enquête de *The Asia Foundation*, selon laquelle 86% des Afghans estiment que l'ANA contribue à améliorer la sécurité. Il ressort également de cette enquête que 69% des Afghans pensent que l'ANA n'est pas encore prête à opérer ni à sécuriser le pays sans le soutien de forces internationales.



Des Afghans discutent.

⁶ Enquête d'opinion de The Asia Foundation, octobre 2008.



Gouvernance

Il ne peut y avoir de gouvernement sans armée, d'armée sans argent, d'argent sans prospérité, et de prospérité sans justice ni sans bonne administration.

Ibn Qutayba, célèbre érudit musulman du IX^e siècle, citation extraite du "Cercle de la justice" (daira-yi 'idalat) et reprise dans la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (ANDS).



Un officier de l'ANP parle avec des villageois.
(© Ministère français de la Défense 2009)



Des soldats de l'ANA et des officiers de l'ANP s'entretiennent avec des villageois dans la vallée d'Uzbin (district de Surabi).

En décembre 2001, l'Accord de Bonn⁷ a fourni à l'Afghanistan le modèle constitutionnel et le cadre institutionnel nécessaires à la construction d'un État. Plusieurs décennies de conflit, des infrastructures nationales quasi inexistantes, un niveau élevé d'analphabétisme, une pauvreté endémique et un sous-développement chronique font que l'Afghanistan se retrouve à la 174^e place sur 178 dans le classement établi par les Nations Unies sur la base de l'indice de développement humain. Le processus de Bonn prévoyait qu'une constitution soit élaborée, qu'un président et un parlement soient élus et qu'un gouvernement opérationnel commence à être mis en place. Au début de 2006, le gouvernement afghan et la communauté internationale se sont réunis à Londres afin d'élaborer une stratégie de redressement du pays.⁸ Le fruit de cette réunion est l'ANDS, qui a pour objectif la création et le développement d'institutions publiques efficaces au niveau national, provincial et des districts, aptes à fournir les services de base. Il s'agit d'une tâche à long terme qui est ambitieuse et a jusqu'ici produit des résultats mitigés.

Dans ce contexte, le rôle de l'OTAN est de contribuer à la constitution des forces de sécurité nationales afghanes (ANSF), ce qui est un élément essentiel de la bonne gouvernance. Ces forces et la FIAS s'emploient à assurer la sécurité nécessaire pour permettre l'enracinement du développement socio-économique. À l'échelon local, les équipes de reconstruction provinciales (PRT) de la FIAS apportent un soutien aux activités et aux programmes de constitution de capacités grâce au mentorat et à la formation, et en facilitant l'établissement de liens efficaces entre le secteur du développement et les autorités afghanes.

⁷ L'Accord de Bonn a instauré l'Autorité intérimaire afghane et défini un plan initial pour l'administration du pays.

⁸ Approuvé à la conférence de Londres (1^{er} février 2006), le Pacte pour l'Afghanistan définit les modalités de la coopération politique entre la communauté internationale et le gouvernement de l'Afghanistan pour la période allant de 2006 à 2011.



En prenant part à une shura (assemblée), les Afghans participent à la vie politique de leur pays.

Contribuer à instaurer une bonne gouvernance et à mettre en place des institutions efficaces constitue un réel défi. Le gouvernement afghan a des pouvoirs limités car son personnel, mal formé et mal rémunéré, a de faibles compétences et est exposé à la corruption. Les ministères ne disposent pas de suffisamment de moyens pour exercer une réelle autorité jusque dans les provinces et les districts. À ce niveau, les administrations locales connaissent les mêmes problèmes.

L'insécurité permanente, la criminalité et, dans certaines parties du pays, l'influence omniprésente du trafic de stupéfiants ont entravé encore davantage les efforts visant à améliorer la gouvernance.

En dépit de ces difficultés, le gouvernement afghan a pu continuer à étendre et asseoir sa présence dans le pays, y compris dans certaines parties reculées de celui-ci. Selon un sondage réalisé récemment par BBC/ABC/ARD, 67 % des personnes interrogées pensent que la présence du gouvernement central à l'échelon local est importante.⁹ S'agissant de l'opinion de la population à l'égard de la présence des autorités provinciales et de la police, les résultats du sondage sont comparables.¹⁰ La majorité des personnes interrogées se sont dites très défavorables à la présence des talibans. Aucun sondage de l'opinion afghane ne donne à penser qu'il existe un quelconque désir de voir un gouvernement taliban revenir au pouvoir.

⁹ Sondage de l'opinion afghane BBC/ABC/ARD: Présence du gouvernement central - très forte - 26 %, relativement forte - 41 %

¹⁰ Sondage de l'opinion afghane BBC/ABC/ARD: Présence du gouvernement provincial - très forte - 25 %, relativement forte - 44 % ; présence de la police locale - très forte - 29 %, relativement forte - 44 %



L'échelon national

La plus grande contribution que nous puissions apporter à l'Afghanistan est un programme cohérent et fort de mise en place d'institutions. Ce processus, qui n'a pas pour vocation d'enchaîner les séances d'inauguration ou de photos, constitue l'élément clé de l'autonomisation de l'Afghanistan et de la stratégie de retrait des forces internationales.

M. l'ambassadeur Kai Eide, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, mars 2009

Depuis la fin de l'Accord de Bonn en 2001, la communauté internationale a axé ses efforts sur la mise en place d'institutions gouvernementales efficaces, crédibles et capables de fournir les services de base à la population dans l'ensemble du pays. À l'échelon national, le gouvernement afghan et la communauté internationale continuent de coopérer afin de renforcer les capacités centrales et transversales de l'État, comme le prévoit la Stratégie de développement national de l'Afghanistan.

La gouvernance

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) joue un rôle central dans l'effort de mise en place de structures de gouvernance viables. De nombreux programmes ayant pour objectif l'édification de l'État et le renforcement de la démocratie et de la société civile sont réalisés sous l'égide du PNUD et coordonnés par le Conseil commun de coordination et de suivi (JCMB)¹¹. Ces programmes sont notamment axés sur la constitution des capacités de la fonction publique et la réforme de celle-ci au niveau central et infranational, sur la transparence financière, sur le développement des communications/la gestion de l'information au sein des ministères, et sur le renforcement du système judiciaire et des capacités de lutte antidrogue du pays.

¹¹ Le JCMB est un organe chargé de coordonner la mise en œuvre du Pacte pour l'Afghanistan, qui est composé de représentants du gouvernement afghan et de la communauté internationale. Il fournit des orientations relatives aux questions de coordination, de mise en œuvre et de financement en rapport avec les critères et les échéances du Pacte pour l'Afghanistan, et il fait rapport sur la mise en œuvre de celui-ci.



Les parlementaires afghanes participent de plus en plus au renforcement de la gouvernance sur l'ensemble du territoire afghan.

PROGRAMMES VISANT À RENFORCER LA GOUVERNANCE

Plusieurs programmes sont actuellement menés afin de contribuer au renforcement de la gouvernance, notamment :

- le programme ELECT (*Enhancing Legal and Electoral Capacity for Tomorrow*), qui assure notamment la constitution de capacités pour la Commission électorale indépendante ;
- le programme SEAL (*Support to Establishment of the Afghan Legislature*), qui contribue à accroître l'efficacité du parlement afghan en renforçant ses capacités législatives, représentatives et de contrôle ;
- le programme CAP (*Capacity for the Afghan Public Service Programme*), qui est axé sur l'accompagnement professionnel des fonctionnaires civils de haut niveau et sur la fourniture de services de gestion et d'administration de base à l'échelon des provinces et des districts ;
- le programme LOFTA (*Law and Order Trust Fund for Afghanistan*), qui concerne le paiement des salaires des agents des services de police à l'échelle du pays, le développement des institutions, l'acquisition de matériel non létal et la remise en état des locaux de la police ;
- le programme ASGP (*Afghanistan Sub-national Governance Programme*), qui est axé sur la réforme de l'administration publique au niveau central et provincial ;
- le programme AJDL (*Access to Justice at the District Level*).

L'État de droit

L'Italie, en sa qualité de pays partenaire de l'Afghanistan pour la réforme de l'appareil judiciaire, a donné l'impulsion au renforcement de la coordination entre les principaux partenaires internationaux en accueillant une conférence à Rome en 2007.

L'ÉTAT DE DROIT

La Conférence de Rome sur l'État de droit en Afghanistan a débouché sur le *Programme national pour la justice (NJP)* – un programme quinquennal de réforme du secteur de la justice qui met en application la vision présentée dans la stratégie pour ce secteur. Durant cette conférence, des annonces de contributions pour un montant total de 360 millions de dollars US ont été faites. Les développements intervenus récemment sont les suivants :

- La Stratégie nationale pour le secteur judiciaire et le Programme national pour la justice ont été élaborés en mars 2008 (dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF)¹²);
- Le Bureau du Procureur général et le ministère de l'Intérieur ont créé une commission mixte chargée d'élaborer un projet de directives relatives à la coopération entre la police et le parquet dans le cadre de la détection des infractions et des enquêtes;
- Le nombre d'avocats inscrits en Afghanistan a triplé, passant de 200 en 2007 à près de 600 en 2008, dont 130 femmes;
- La MANUA a déployé dans chacun de ses bureaux régionaux des spécialistes de l'État de droit afin de contribuer à coordonner l'appui international au secteur de la justice;
- Le gouvernement a adopté des lois sur le terrorisme, les enlèvements et la traite des êtres humains, ainsi qu'une loi sur la création du Bureau de surveillance de haut niveau chargé de la lutte contre la corruption.

Les défis permanents qui font obstacle aux progrès sont les suivants :

- Manque chronique de ressources;
- Absence d'infrastructures adéquates, et pénurie de juges et de procureurs qualifiés, expérimentés et formés;
- Absence d'une infrastructure juridique adéquate;
- La réforme relative aux salaires et aux grades hiérarchiques se fait lentement, et elle a pour conséquence qu'il est difficile de recruter et de retenir des fonctionnaires compétents;
- Les actes de corruption et d'intimidation restent courants parmi les hauts responsables;
- Le personnel de l'appareil judiciaire est exposé à des tentatives d'influence et de coercition, et il ne dispose pas de moyens adéquats pour assurer sa propre sécurité.

(Source : Rapport du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité, septembre 2008)

¹² Créé en 2002, l'ARTF est un fonds d'affectation à donateurs multiples géré par la Banque mondiale et auquel contribuent 30 donateurs.



APERÇU DES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

- Contribue, depuis 2002, au financement des salaires et de la formation de 220 000 employés du secteur public;
- Les questions de gouvernance figurent au premier rang des priorités et des objectifs du document de stratégie par pays de la CE;
- En 2008, 20 millions d'euros ont été consacrés au soutien au secteur de la justice (amélioration des compétences, renforcement de l'aide juridique publique et des moyens de résolution des différends à l'échelon local, financement des salaires des agents pénitenciers en uniforme);
- Avec 217,5 millions d'euros versés, la CE est (avec les États-Unis) le contributeur le plus important au programme LOFTA (*Law and Order Trust Fund for Afghanistan*), qui permet à la police de reprendre ses activités dans l'ensemble du pays;
- La CE est l'un des principaux donateurs pour le programme ASGP (*Afghanistan Sub-national Governance Programme*), qui est mis en œuvre par l'intermédiaire du PNUD et est axé sur la mise en place des capacités institutionnelles; la CE travaille en étroite coopération avec l'IDLG à l'élaboration de la nouvelle politique de gouvernance à l'échelon local;
- Soutient la gouvernance au niveau provincial par le biais de programmes mis en œuvre par les PRT (10 millions d'euros); ces programmes visent à renforcer les administrations provinciales et celles des districts, ainsi que les institutions chargées de faire respecter l'État de droit (police, conseils provinciaux de la justice);
- Soutient le projet AJDL (*Access to Justice at the District Level*) du PNUD, et mène des activités parmi lesquelles figurent également la campagne de sensibilisation du public, la remise en état des centres judiciaires dans les districts et la formation des fonctionnaires de justice (6 millions d'euros);
- Un nouveau programme pour la justice (20 millions d'euros) a été approuvé par la CE en 2008, et il sera mis en œuvre dans le courant de 2009. Il portera notamment sur la rémunération des agents pénitenciers en uniforme, la poursuite du soutien au programme AJDL du PNUD, et la contribution à la mise en application du NJP.

(Source: Rapport de la Commission européenne au Parlement européen, État des lieux, janvier 2009)

La Commission européenne (CE), qui est l'un des principaux donateurs dans le cadre de l'assistance au développement et de l'aide humanitaire apportées à l'Afghanistan, y a investi 1,59 milliards d'euros entre 2002 et 2008. L'intervention de la CE en Afghanistan est axée sur trois domaines prioritaires (développement rural, gouvernance, santé) et sur trois domaines non prioritaires (protection sociale, lutte contre les mines, coopération régionale).



Des hommes se rassemblent devant le centre d'inscription à Farah, le 8 janvier 2009. De 300 à 400 Afghans et Afghanes par jour se sont inscrits sur les listes électorales à Farah.

Les élections

L'un des principaux tests auxquels un État en mesure de fonctionner est confronté consiste à démontrer sa capacité à organiser des élections libres et équitables. Après la chute du régime des talibans, les premières élections de ce genre ont été l'élection présidentielle de 2004 et les élections parlementaires et provinciales de 2005. Lors de l'élection présidentielle, le taux de participation a été de 75 % – un chiffre impressionnant –, et fut de 51 % lors des élections parlementaires et provinciales de 2005. Les élections tenues en 2004/2005 se sont déroulées sous la responsabilité commune de l'ONU et du gouvernement de l'Afghanistan, conformément aux objectifs de l'Accord de Bonn. Le scrutin présidentiel de 2009 sera la première élection dont les autorités afghanes assumeront l'entière responsabilité depuis la chute du régime des talibans. Il constituera une étape cruciale sur la voie qui mènera l'Afghanistan vers la stabilité à long terme.



Un citoyen afghan s'inscrit sur les listes électorales à Farah, janvier 2009.

Je me suis rendu dans les provinces d'Uruzgan, de Kandahar et de Helmand. Les chefs tribaux et religieux ont joué un rôle essentiel dans la réussite de cet exercice. À Khas Uruzgan, les gens faisaient la queue sous la neige pour pouvoir s'inscrire, et d'autres s'inscrivaient en grand nombre dans le district de Musa Qala (Helmand).

Zekria Barakzai, chef adjoint des observateurs électoraux,
Commission électorale indépendante.

LES ÉLECTIONS DE 2009

Les élections présidentielle et provinciales de 2009 sont une étape importante sur la voie du progrès démocratique. Le gouvernement afghan et ses forces de sécurité dirigeront l'organisation de ces élections afin de faire en sorte qu'elles se déroulent dans de bonnes conditions de sûreté et de sécurité. La FIAS apportera son soutien aux forces de sécurité nationales afghanes tout au long de ce processus.

Les conditions préalables à ces élections ont été remplies grâce notamment au bon déroulement de l'inscription des électeurs, sous la direction de la Commission électorale indépendante (IEC). L'IEC a inscrit près de 4,4 millions de nouveaux électeurs, ce chiffre venant s'ajouter aux plus de 10 millions inscrits en 2004. Parmi ces nouveaux électeurs, on compte près de 1,7 millions de femmes et 143 320 Kuchis (nomades). Sur l'ensemble du pays, seuls 10 districts sur 398 n'ont pas pu entreprendre le processus d'inscription, pour des raisons de sécurité.

Durant le processus d'inscription des électeurs, la sécurité a été principalement assurée par la police nationale afghane avec le soutien de l'armée nationale afghane, alors que la FIAS jouait surtout un rôle de soutien logistique.

Phase 1 (6 octobre – 4 novembre 2008) :

1 295 347 nouveaux électeurs (Badakhchan, Kunar, Nouristan, Wardak, Ghor, Bamyân, Daikondi, Ghazni, Sar-i Pul, Logar, Kapisa, Parwan, Takhar).

Phase 2 (5 novembre – 4 décembre 2008) :

1 650 438 nouveaux électeurs (Balkh, Samangan, Jowzjan, Faryab, Kaboul, Hérat, Badghis, Baghlan, Kunduz).

Phase 3 (12 décembre 2008 – 12 janvier 2009) :

924 023 nouveaux électeurs (Nangarhar, Laghman, Paktiya, Khost, Paktika, Zabul, Farah).

Phase 4 (20 janvier – 18 février 2009) :

495 484 nouveaux électeurs (Kandahar, Uruzgan, Nimroz, Helmand).

La Commission électorale indépendante continue de travailler à la préparation des élections. Parmi ses activités figurent notamment une campagne de sensibilisation du public et des travaux internes tels que l'élaboration d'un règlement relatif au financement de la campagne, le recrutement de personnel temporaire pour les élections, etc.



L'échelon infranational et local

L'établissement d'une gouvernance efficace à l'échelon local est un complément à la mise en place des institutions au niveau de l'État. L'Afghanistan est aujourd'hui encore principalement une société à caractère rural. Le président Karzaï a chargé la Direction indépendante pour la gouvernance locale (IDLG), dirigée par le ministre Jelani Popal, de renforcer les liens entre les administrations centrales et locales. Créée en 2007, l'IDLG rend compte de ses activités directement au président, et elle exerce un rôle de supervision sur les gouverneurs des provinces, les administrateurs des districts et les municipalités. Elle a notamment pour objectifs de renforcer les institutions au niveau infranational et de promouvoir leur ouverture, leur transparence et leur responsabilisation. Une attention particulière est accordée aux provinces où la situation sur le plan de la sécurité est instable et où les administrations locales sont moins présentes. Une fois que le plan stratégique quinquennal de l'IDLG a été approuvé par le Cabinet, le gouvernement a commencé à préciser les fonctions des administrations locales, ce qui a eu pour effet d'accroître leur efficacité¹³.

En 2008, l'IDLG a commencé à mettre en œuvre le programme afghan d'ouverture sociale (ASOP). Il s'agit d'une initiative conçue par les Afghans, qui bénéficie d'un large soutien de la communauté internationale – notamment de la FIAS, de la MANUA et des ONG. L'ASOP est une illustration de l'application de l'approche globale/intégrée. Ce programme s'appuie sur des pratiques traditionnelles connues et acceptées dans le pays. Il comporte une dimension de sécurité car il vise, à travers la cohésion et la solidarité au sein des communautés, à soutenir les efforts déployés par l'ANSF et la FIAS pour protéger la population contre les insurgés.

L'ASOP a commencé à être mis en œuvre à titre expérimental dans la province de Maidan Wardak. L'IDLG tient cependant compte du fait que chaque province, chaque district et chaque communauté locale est unique, et sa mise en œuvre devra être adaptée en fonction des défis et des opportunités que présente chaque district.



Des représentants du gouvernement provincial, des sages locaux, des responsables de l'établissement et des membres des PRT assistent à la pose de la première pierre d'une école de filles dans le district de Behsood (province de Nangarhar) le 11 janvier 2009.

¹³ Bureau du haut représentant civil (SCR) de l'OTAN.

LE PROGRAMME AFGHAN D'OUVERTURE SOCIALE

Le programme afghan d'ouverture sociale est un exemple concret d'approche globale et intégrée de la paix, de la gouvernance et du développement dans le pays. Grâce à ce programme, le gouvernement a pu accroître le rôle et la participation des citoyens dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement. L'ASOP s'appuie sur des structures afghanes existantes par le biais desquelles le gouvernement peut renforcer la position des communautés locales afin de surveiller les performances des autorités, de réformer et d'améliorer les structures traditionnelles, d'étendre la démocratie et d'en faire l'expérience pratique à la base afin que l'opinion de la population puisse être entendue, et de faire en sorte que la sécurité, le développement et la gouvernance soient soutenus et entretenus par les Afghans.

Mohammad Halim Fidai, gouverneur de la province de Maidan Wardak, février 2009

Objectifs

- Renforcer l'influence du gouvernement au niveau des districts, au bénéfice de la stabilité et du développement;
- Établir des rapports sur le profil des provinces donnant des informations à caractère général, et décrivant l'état de la gouvernance, les structures, les tendances sur le plan de la sécurité et les scénarios de développement;
- Sensibiliser les principaux responsables gouvernementaux et les personnalités du monde politique et social aux problèmes essentiels que connaît la province et qui concernent le gouvernement et les communautés locales, en menant de larges consultations;
- Instaurer/renforcer la confiance entre les communautés locales et les autorités en faisant renaître les pratiques traditionnelles (comme la résolution des conflits entre communautés) grâce à la mise en place de conseils communautaires temporaires composés de 30 à 50 membres choisis parmi les chefs du village, les théoriciens religieux, les dirigeants du monde politique et social et les chefs des tribus;
- Renforcer les processus décisionnels axés sur les communautés locales afin de créer des conditions permettant aux autorités et aux autres acteurs de répondre aux besoins immédiats et à long terme de la population, en garantissant la qualité des services fournis par le gouvernement et les organisations d'aide, en traitant les plaintes à caractère social et en réagissant aux situations d'urgence de façon collective, efficace et en temps voulu;
- Synchroniser la mise en œuvre de l'ensemble du programme dans les districts afin de gagner en efficacité.¹⁴

Les progrès accomplis dans la province de Maidan Wardak¹⁵

- Un profil provincial a été établi – il s'agit d'un document global sur la sécurité, la bonne gouvernance et les priorités en matière de développement dans cette province;
- Des personnes susceptibles de siéger aux conseils de district ont été trouvées, à partir de suggestions découlant du profil provincial et émanant des gouverneurs de district, du gouverneur de la province, de la Direction nationale pour la sécurité et de la base de données des ONG;
- Huit conseils de district ont été mis en place en appliquant des processus décisionnels collectifs axés sur le principe du consensus;
- Une équipe de direction forte et efficace, composée du gouverneur et des membres de l'assemblée provinciale, des conseils de district et de l'assemblée nationale, a été créée;
- Grâce aux progrès réalisés au niveau des conseils de district, les représentants des communautés locales sont devenus plus enclins à y participer activement, et la population plus désireuse d'exprimer son opinion et de faire connaître ses préoccupations;
- Les réunions des conseils des communautés locales ont été utiles en ce qu'elles ont permis d'établir un dialogue et de traiter les plaintes formulées à l'encontre du service public.

¹⁴ IDLG.

¹⁵ Bureau du SCR (enseignements tirés de l'ASOP) et exposé du gouverneur Fidai à la presse, décembre 2008.

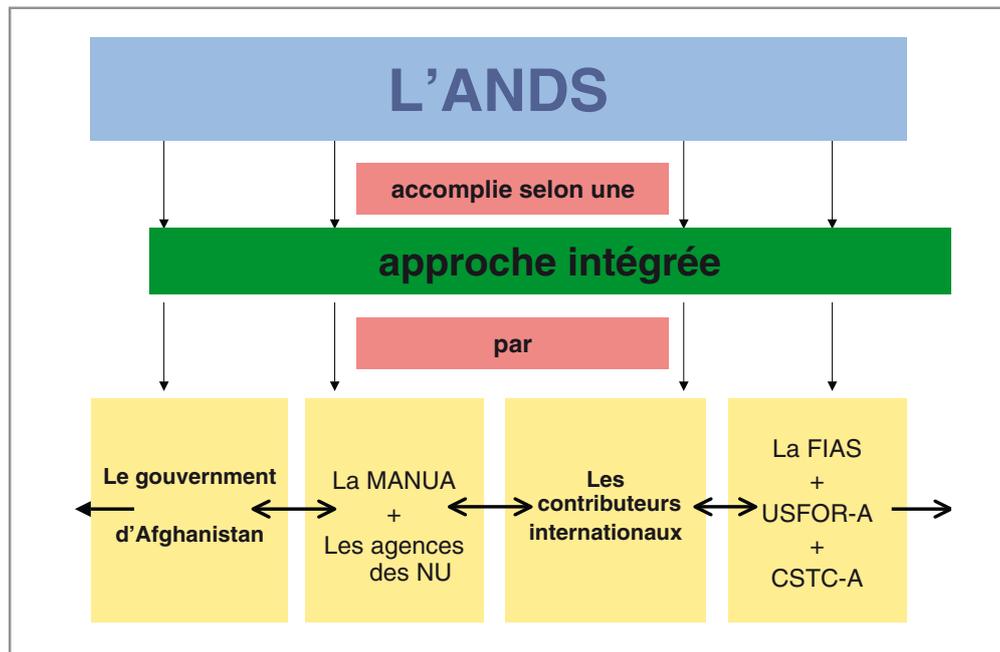


La mise en œuvre du Pacte pour l'Afghanistan et de la Stratégie de développement national de l'Afghanistan a été lente et inégale. Pour expliquer cette situation, les observateurs soulignent le fait qu'une multitude d'organisations internationales, de donateurs et d'organismes apportent leur soutien à un jeune gouvernement qui manque de moyens et d'expérience. Toutefois, les principaux partenaires internationaux sont en train d'adopter une nouvelle approche intégrée qui constituera un mécanisme permettant de mettre en œuvre la Stratégie de développement national de l'Afghanistan et qui leur offrira un cadre commun de planification et de coordination. C'est grâce à ce processus que les partenaires harmonisent leurs plans et leurs priorités afin d'obtenir un résultat combiné et concerté en matière de sécurité/gouvernance/développement dans des districts que l'on s'est accordé à qualifier de « critiques ». Des exemples de programmes planifiés et mis en œuvre par le biais de cette approche intégrée sont la stratégie ciblée de développement des secteurs de police (FDD) et bientôt la réforme de l'appareil judiciaire.

Sur la base de la carte d'accessibilité établie par l'ONU, les 398 districts que compte l'Afghanistan ont été classés en trois catégories en fonction de leur niveau de stabilité : les districts *sûrs* (les principales activités concernent le développement), les districts *critiques* (les principales activités concernent la gouvernance et l'extension de l'influence des autorités), et les districts *peu sûrs* (les principales activités concernent la sécurité). Les principales activités dans chacun de ces domaines seront complétées par les deux autres piliers de l'ANDS. À terme, cette approche sera appliquée à l'ensemble du pays. Dans un premier temps, les efforts seront concentrés sur 49 districts « critiques », identifiés comme tels par l'IDLG et la MANUA. Dix districts ont déjà été choisis comme districts « d'action » dans le cadre de la nouvelle approche.

CARTE DES NATIONS UNIES SUR LA PORTÉE DES EFFORTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, DE GOUVERNANCE ET DE DÉVELOPPEMENT





INITIATIVE DE STABILISATION DU DISTRICT DE TAGAB

Le 20 janvier 2009, la MANUA, la FIAS, le CSTC-A et les organismes gouvernementaux afghans ont décidé de mettre au point un plan intégré de stabilisation des districts axé sur certains districts d'action choisis d'un commun accord. Des profils (données socio-économiques, sécurité, gouvernance) de ces districts sont en cours d'élaboration, le profil du district de Tagab étant déjà achevé.

Le district de Tagab, dans la province de Kapisa, est depuis toujours divisé entre sa partie nord et sa partie sud. Cette dernière fait de plus l'objet de divisions internes et est en proie depuis longtemps à un certain nombre de conflits.

L'initiative de stabilisation du district de Tagab a été lancée par le bureau local de la MANUA dans la région Centre, et elle a notamment débouché sur l'organisation d'une jirga de paix. Cette jirga a lancé l'ASOP et ouvert la voie à la réconciliation au niveau local et à la mise en place d'une choura de district bien équilibrée, qui fusionnera les quatre chouras actuelles et sera ensuite utilisée comme plateforme pour les négociations et la réconciliation.

À ce jour, la phase initiale de cette initiative a été couronnée de succès (consultations, consensus, négociations), et le désaccord qui subsistait sur la question du « super » leadership de la choura a été réglé par l'adoption du principe de direction tournante. (Source : Exposé de la MANUA)



Les chouras sont des forums de consultation entre sages. Elles sont à la base du développement d'une démocratie participative en Afghanistan.



La lutte contre la drogue

Pour progresser il ne suffit pas de réduire la superficie des cultures de pavot, il faut aussi améliorer la sécurité, l'intégrité, la croissance économique et la gouvernance. Nous devons nous attacher à remporter de longues campagnes et pas seulement de courtes batailles.

Antonio Maria Costa, directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) – extrait du rapport annuel sur l'opium en Afghanistan paru en janvier 2009

Il existe un lien avéré entre le trafic de la drogue et l'insurrection. Selon les estimations, le commerce de la drogue rapporte chaque année aux insurgés de 100 à 200 millions de dollars US. L'expérience sur le terrain montre que la production d'opium et les violences dues aux insurgés sont géographiquement liées et que l'opium demeure une source de revenus importante pour l'insurrection et la criminalité organisée. Le commerce de la drogue alimente aussi la corruption et fragilise l'état de droit. Il compromet les perspectives de croissance économique à long terme et a des répercussions sur la santé de la population, car le problème de la toxicomanie est de plus en plus grave en Afghanistan.

Pour lutter contre ce fléau, le gouvernement afghan, avec le soutien de la communauté internationale au sens large (le Royaume-Uni, pays pilote du G8, l'USAID, l'ONUDC, etc.), applique une *stratégie nationale de lutte contre la drogue* (NDCS) en huit axes, adoptée en 2003 et actualisée en 2006. Cette stratégie prévoit la mise en place de capacités institutionnelles ainsi que de mesures de répression et d'interdiction, la réduction de la demande, la réforme de la justice pénale, l'éducation du public, la coopération régionale, la recherche d'autres moyens de subsistance et l'éradication du pavot. Cette action est dirigée par le ministère de la Lutte contre la drogue et elle est mise en œuvre par des services de police spécifiquement chargés de cette question.

La stratégie comporte notamment une initiative spéciale, la *Good Performers Initiative (GPI)*, lancée en 2006 par le gouvernement afghan pour récompenser les provinces qui ne cultivent pas le pavot et celles qui progressent sur cette voie grâce à une aide ciblée au développement. Les récompenses sont attribuées dans trois catégories : les provinces sans pavot (1 million de dollars US chacune), les provinces où on a relevé une diminution nette de la culture du pavot (1 000 dollars US par hectare pour une réduction supérieure à 10% de l'ensemble des cultures) et les bénéficiaires de récompenses spéciales (500 000 dollars US). En 2008, la GPI a rapporté 28 millions de dollars US à dix-huit provinces, dont 10 millions à la seule province de Nangarhar.

PROGRAMMES SUBSTITUTIFS DE DÉVELOPPEMENT DE L'USAID

Les programmes substitutifs de développement de l'USAID ont pour objet d'encourager et d'accélérer le développement économique rural grâce à la mise sur pied d'activités licites venant remplacer la culture du pavot. Il s'agit de développer les débouchés commerciaux pour le secteur agricole, d'améliorer la productivité, de créer des emplois en zones rurales et d'améliorer le revenu des familles.

Jusqu'à présent, les différents programmes ont permis de lancer une série d'innovations technologiques (nouvelles cultures, nouvelles variétés et nouvelles méthodes de production), organisationnelles (associations professionnelles et organisations d'agriculteurs) et institutionnelles. Quelques résultats :

- Accélération du développement économique durable dans les régions où était cultivé le pavot grâce à des cultures licites à marge bénéficiaire élevée comme la grenade ou le raisin. Ces programmes ont aidé de nouvelles provinces à s'affranchir de la culture du pavot.
- Plus de 100 000 personnes ont suivi une formation consacrée à la productivité du secteur agricole.
- Plus de 3,2 millions d'arbres ont été plantés.
- Plus de 4 200 tonnes de fruits et de légumes ont été exportées avec le soutien de l'USAID en 2008.
- Plus de 30 000 agriculteurs sont sous contrat avec des entreprises agroalimentaires et/ou des grossistes de leur région.

(Source: Fiche d'information de l'USAID)

17,7 tonnes de semences de pavot, 1 tonne d'opium et 1,4 tonne d'héroïne sont brûlées par les forces afghanes de lutte antidrogue dans la province de Helmand le 5 février 2009.



L'année 2008 a connu quelques développements positifs. Selon l'*Opium Winter Rapid Assessment 2009* de l'ONUDC, il y a eu une réduction de 19 % de la culture du pavot en 2008 et cette tendance devrait se confirmer en 2009. La culture du pavot est presque entièrement limitée au sud du pays (voir tableau). Quatre-vingt-dix-huit pour cent du pavot cultivé en Afghanistan provient des régions sud et sud-ouest du pays. Or, il convient de noter que les résultats positifs de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la drogue dans la province de Helmand montrent qu'un leadership fort peut vaincre bien des obstacles.

La FIAS de l'OTAN apporte son soutien à la NDCS et contribue aux opérations de lutte antidrogue menées par les autorités afghanes en proposant formation, renseignement et logistique, et en assurant un soutien *in extremis* si nécessaire. La FIAS de l'OTAN aide également le gouvernement afghan à expliquer à la population sa politique en matière de lutte contre la drogue, par le biais des équipes de reconstruction provinciales (PRT) et par d'autres moyens. Conformément aux instructions formulées à la réunion des ministres de la Défense qui s'est tenue à Budapest en octobre 2008, la FIAS est prête, dans le cadre de son propre plan d'opérations, à aider ses partenaires afghans à mener des actions contre les laboratoires et les trafiquants qui apportent un soutien matériel aux insurgés.

Tendance des cultures en 2009 ¹⁶	Nombre de provinces	Provinces
Sans pavot	14	Balkh, Bamyan, Ghazni, Jowzjan, Khost, Kunduz, Logar, Nouristan, Paktika, Paktiya, Panshir, Parwan, Takhar, Wardak
Situation mal connue	4	Ghor, Nangarhar, Samangan, Sar-i-Pul
Recul important (cultures très limitées)	2	Baghlan, Hérat
Recul (cultures limitées)	7	Badakhchan, Badghis, Faryab, Kaboul, Kapisa, Kunar, Laghman
Recul (mais cultures qui restent importantes)	7	Daikondi, Farah, Helmand, Kandahar, Nimroze, Uruzgan, Zabul

¹⁶ Afghanistan Opium Winter Rapid assessment, ONUDC, janvier 2009.



L'argent du trafic de la drogue finance l'insurrection. Il permet d'acheter des armes et de payer des combattants - les armes et les combattants qui tuent nos soldats et les citoyens afghans. C'est un cancer qui nourrit l'insurrection, contribue à la corruption, entrave le commerce légitime et sape la gouvernance.

Général John B. Craddock,
Commandant suprême des forces alliées en Europe



Des soldats des forces de l'ANSF et de la FIAS ont mené l'opération Diesel dans la vallée de Sangin (province de Helmand) en février 2009. Leur mission consistait notamment à démanteler les installations de commandement et de contrôle, de logistique et de fabrication de dispositifs explosifs de circonstance des insurgés.
(© Ministère de la Défense du Royaume-Uni)



Un Marine des forces britanniques de la FIAS inspecte une saisie de drogue pendant l'opération Diesel conduite par l'ANSF dans la province de Helmand en février 2009.
(© Ministère de la Défense du Royaume-Uni)

OPÉRATION DIESEL

L'opération DIESEL a été menée par les forces de l'ANSF, soutenues par les troupes britanniques de la FIAS dans la vallée de Sangin (province de Helmand), du 6 au 11 février 2009. Sangin, district d'environ 50 000 habitants, est dominé par une région qui est depuis longtemps un repaire d'insurgés et où l'importante production de drogue assure aux talibans un financement régulier.

Cette opération a permis de démanteler les installations de commandement et de contrôle, de logistique et de fabrication de dispositifs explosifs de circonstance des insurgés. Bilan de l'opération :

- Destruction de grandes quantités de drogue, dont 1 295 kg d'opium frais ;
- Destruction de quatre importantes raffineries de drogue et de matériel de laboratoire ;
- Découverte et élimination de précurseurs chimiques utilisés pour la fabrication de l'héroïne. Les quantités découvertes et détruites correspondraient à une production d'héroïne ayant une valeur à la revente supérieure à 50 millions de livres sterling ;
- Un nombre considérable d'armes et de munitions ont été éliminées, dont des fusils d'assaut Ak47, des mitrailleuses, de nombreux chargeurs et trois lance-roquettes équipés de charges supplémentaires ;
- Découverte d'une moto modifiée destinée à être utilisée pour un attentat-suicide.

(Source : Ministère de la Défense du Royaume-Uni)

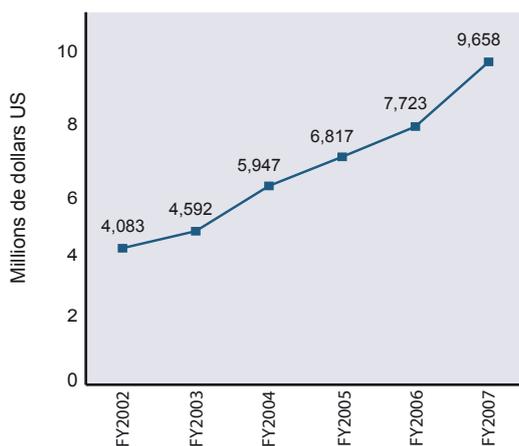
Reconstruction et développement

Grâce au sacrifice d'hommes et de femmes de vos pays ainsi qu'à la détermination et à l'abnégation de notre propre peuple, le processus de reconstruction de l'Afghanistan est résolument engagé.

Hamid Karzaï, président de l'Afghanistan,
à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 28 septembre 2008.

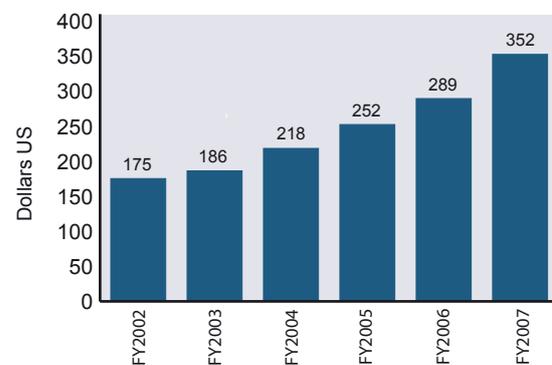
Bien que l'Afghanistan reste un des pays les plus pauvres de la planète, des progrès constants ont été accomplis depuis 2002. En dépit d'une crise économique due à la sécheresse, son PIB devrait augmenter de 7,5 % en 2008 par rapport à 2007¹⁷ (voir tableau 1). Selon les prévisions, le PIB par habitant passera de USD 350 pour l'exercice financier de 2007¹⁸ à USD 456 pour celui de 2008¹⁹ (voir tableau 2). L'agriculture, qui contribuait à 49 % du PIB du pays en 2001, représentait 35,5 % du PIB pour l'exercice 2007. À mesure que le revenu par habitant augmente, le secteur primaire cède le pas aux secteurs secondaire et tertiaire, en croissance constante, qui représentent désormais respectivement 26,6 % et 34,6 % du PIB²⁰.

**Tableau 1 : République islamique d'Afghanistan
PIB nominal**



Données fournies par le FMI et les autorités afghanes.

**Tableau 2 : République islamique d'Afghanistan
PIB par habitant**



Données fournies par le FMI et les autorités afghanes.

Les investissements, et en particulier les investissements domestiques, sont en augmentation. Pendant l'exercice financier 2002, ils représentaient 28,8 % du PIB pour atteindre 36,8 % en 2007²¹. Les investissements privés, qui n'intervenaient qu'à hauteur de 1,2 % dans le PIB en 2002, ont atteint 7,8 % pendant l'exercice 2007 %²². Le gouvernement dispose désormais de réserves brutes équivalant à 12,7 mois d'importations prévues, ce qui augmente la résistance du pays aux chocs extérieurs et imprévus. Le volume d'échanges commerciaux de l'Afghanistan avec ses voisins s'accroît. Les exportations officielles se sont pratiquement multipliées par cinq entre les exercices financiers 2002 et 2007 (USD 482 millions) et les importations par quatre pendant la même période (USD 7 250 millions)²³ (voir tableau 3). De soixante à soixante-dix pour cent du commerce afghan transite par le Pakistan²⁴. Le 13 décembre 2004, le pays s'est vu accorder le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

¹⁷ Anwar Ul-Haq Ahady, gouverneur du Groupe de la Banque mondiale pour la République islamique d'Afghanistan, à Washington, en octobre 2008.

¹⁸ L'exercice financier 2007 couvre la période allant de mars 2007 à mars 2008, celui de 2006 celle qui va de mars 2006 à mars 2007. Sauf mention contraire, les chiffres indiqués pour les exercices financiers 2006 et 2007 sont des estimations.

¹⁹ Fonds monétaire international (FMI) et autorités afghanes.

²⁰ Idem.

²¹ Idem.

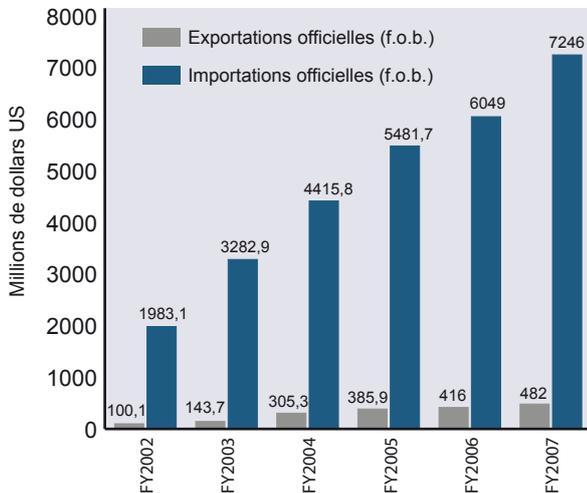
²² Idem.

²³ Idem. Ces chiffres ne tiennent pas compte des exportations d'opium ni des flux liés à la présence des forces américaines et à la plupart des activités de la FIAS.

²⁴ Comité conjoint de la facilitation du commerce et des transports (AFPRO), Afghanistan.



**Tableau 3 : République islamique d'Afghanistan
Exportations et importations officielles**



Données fournies par le FMI et par les autorités afghanes.

Ces avancées macroéconomiques s'accompagnent d'une amélioration constante de la qualité de vie de la population afghane : plus de 7 millions d'enfants, dont 2 millions de filles, sont désormais scolarisés. Depuis 2001, plus de 3 500 écoles ont été construites et 19 universités assurent désormais la formation supérieure d'un nombre croissant d'étudiants. Aujourd'hui, 85 % des Afghans ont accès aux soins de santé de base.



Trois générations de vendeurs d'épices dans une boutique villageoise. (© Banque mondiale / Michael Foley)

S'il s'agit d'accomplissements importants – au regard, surtout, de la situation désastreuse que connaissait le pays en 2002 – un engagement international fort reste néanmoins nécessaire pour faire face aux difficultés que l'Afghanistan doit encore surmonter. Dans ce contexte, lors de la dernière Conférence internationale de soutien à l'Afghanistan, qui s'est tenue à Paris en juin 2008, plus de 80 donateurs ont promis une aide de USD 21 milliards²⁵, pour le financement et la mise en œuvre des priorités définies par le gouvernement afghan dans le cadre de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (ANDS) depuis avril 2008.

L'ANDS est un document d'orientation qui définit les domaines prioritaires et les principaux critères de référence pour la période 2008-2013. Il est axé sur trois principaux piliers : sécurité ; gouvernance, État de droit et droits humains ; développement socio-économique.

À la Conférence de Paris, il a été décidé d'accorder la priorité à l'agriculture, à l'irrigation et au secteur énergétique, tout en maintenant le soutien à l'infrastructure routière, à l'éducation et à la santé. Pour ce faire, on s'attachera à accroître la production agricole et à promouvoir le développement rural. Parallèlement, on investira dans la production, la transmission et la distribution d'électricité à grande échelle, afin de stimuler le développement économique du pays et de générer des emplois.

En outre, les donateurs ont promis USD 3 milliards en faveur du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF) créé en 2002 et géré par la Banque mondiale. L'ARTF permet au gouvernement de faire une utilisation plus efficace et plus efficiente de l'aide internationale, en évitant les doubles emplois.

²⁵ Ministère des Finances de la République islamique d'Afghanistan.



Marché du district de Panjwayi (province de Kandahar). Accroître la production agricole est l'une des priorités définies à la conférence internationale de soutien à l'Afghanistan qui s'est tenue à Paris le 12 juin 2008. (© Ministère canadien de la Défense)

GRANDES ÉTAPES DU SOUTIEN INTERNATIONAL À L'AFGHANISTAN

Conférence de Bonn (22 décembre 2001) : les Afghans se réunissent sous les auspices de l'ONU afin de définir un plan de gestion du pays ; l'autorité intérimaire afghane est instituée ; elle est dotée d'un mandat de six mois au terme duquel elle sera remplacée par l'Autorité de transition afghane, qui ouvrira la voie à l'adoption de la Constitution (janvier 2004) et à la tenue d'élections présidentielles (octobre 2004).

Conférence de Tokyo (21 et 22 janvier 2002) : le Japon, les États-Unis, l'Union européenne et l'Arabie saoudite organisent conjointement une conférence ministérielle afin d'examiner l'aide à apporter à l'Afghanistan. Les promesses de dons s'élèvent à USD 4,5 milliards.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) : créée en vertu de la résolution 1401 du Conseil de sécurité (28 mars 2002), elle a pour mission de contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Bonn. Son principe directeur est de renforcer l'autorité des dirigeants afghans et de consolider la cohésion internationale dans l'appui qui leur est apporté.

Conférence de Berlin (1^{er} avril 2004) : les représentants de 65 pays et organisations internationales se rencontrent à Berlin afin de s'engager dans l'effort de reconstruction de l'Afghanistan. Les promesses de dons dépassent USD 8,2 milliards.

Conférence de Londres (1^{er} février 2006) : le gouvernement afghan et la communauté internationale signent une convention politique, le « Pacte pour l'Afghanistan », définissant les principes de la coopération pour cinq ans (2006-2011). Le pacte s'articule autour de trois principaux axes d'activités interdépendants : sécurité ; gouvernance, État de droit et droits humains ;

développement socio-économique. La communauté internationale s'accorde sur la définition de critères de référence et d'échéances afin de contrôler la mise en œuvre du pacte, et s'engage à accroître l'efficacité, la transparence et la responsabilité en matière d'aide. Les promesses de dons s'élèvent à USD 10,5 milliards.

Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (ANDS) (21 avril 2008) : l'ANDS, basée sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), fait office de cadre stratégique de lutte contre la pauvreté pour l'Afghanistan (CSLP). L'ANDS reconnaît la primauté du gouvernement afghan dans la définition des priorités nationales pour le développement et constitue la feuille de route pour une action commune pendant la période 2008-2013.

Conseil commun de coordination et de suivi (JCMB) (30 avril 2008) : le JCMB est le principal mécanisme de coordination et de surveillance entre le gouvernement afghan et la communauté internationale ; la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) joue un rôle clé en matière de coordination afin d'assurer la mise en œuvre du Pacte pour l'Afghanistan ainsi que le suivi de l'ANDS.

Conférence de Paris (12 juin 2008) : cette troisième conférence internationale de soutien à l'Afghanistan tenue après la formation du gouvernement afghan a officiellement lancé l'ANDS. Plus de 80 donateurs décident de concentrer l'aide accordée au gouvernement de la République islamique d'Afghanistan sur l'agriculture, l'irrigation et le secteur énergétique. Les promesses de dons dépassent USD 21 milliards.



Une femme soldat de la FIAS interroge les Afghans sur les besoins en matière de reconstruction de leur communauté (province de Kandahar), novembre 2008. (© Ministère canadien de la Défense)

La FIAS de l'OTAN est également un contributeur majeur des vastes activités internationales de reconstruction et de développement conduites par le biais des 26 équipes de reconstruction provinciale (PRT). Placées sous la direction de 14 pays différents, les PRT sont composées de personnels militaires et civils représentant 30 pays au total. Elles constituent un rouage essentiel des opérations OTAN-FIAS et jouent un rôle central dans le soutien de la mise en œuvre de l'ANDS à l'échelle du pays. La composante militaire s'emploie à constituer des capacités dans le secteur de la sécurité et à renforcer la stabilité tandis que la composante civile se concentre sur les aspects liés à la gouvernance et sur les questions politiques, économiques, humanitaires et sociales. À ce jour, les activités conduites par les PRT dans le cadre de projets déployés sur l'ensemble du territoire afghan représentent une valeur totale de USD 545 millions.

On trouvera dans les sections suivantes un aperçu des secteurs de l'agriculture et du développement rural, de l'énergie et des transports, ainsi qu'une présentation succincte de certains projets.

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LA RECONSTRUCTION DE L'AFGHANISTAN

Le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF) est un partenariat entre la communauté internationale et le gouvernement afghan visant à optimiser l'efficacité des activités de reconstruction. De début 2002 au 20 décembre 2008, 30 donateurs ont apporté plus de USD 3 milliards, faisant de l'ARTF le premier contributeur du budget afghan pour les coûts d'exploitation et les programmes de développement liés à l'ANDS. L'ARTF soutient un grand nombre de programmes afghans de priorité nationale et commence à jouer un rôle stratégique dans l'appui au calendrier de réformes.

L'ARTF a pour objectifs de :

- faire du budget national le principal instrument d'harmonisation entre le programme de reconstruction et les objectifs nationaux de développement ;
- promouvoir la transparence et la responsabilité dans l'utilisation de l'aide à la reconstruction ;
- limiter la charge qui pèse sur un gouvernement aux moyens limités tout en promouvant le développement de capacités au fil du temps ;
- favoriser la coordination entre les donateurs sur les questions financières et stratégiques.

L'ARTF est placé sous la supervision d'un Comité de gestion constitué de la Banque mondiale (administrateur) et de la Banque islamique de développement, de la Banque asiatique de développement et de l'ONU (MANUA et PNUD). Le Comité de gestion se réunit régulièrement à Kaboul pour assurer la gestion du fonds au quotidien, tandis que les contributeurs du Fonds se rencontrent une fois par trimestre afin d'en définir les grandes orientations. Le ministère des Finances afghan, participe activement aux réunions du Comité de gestion (en qualité d'observateur) et à celles des contributeurs.

Pendant l'exercice financier 2007, l'ARTF a géré USD 634 millions de dons. Pour l'exercice 2008, les promesses ont atteint USD 695 millions. Les plus grands contributeurs individuels du Fonds sont le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. Parmi les autres donateurs figurent quinze pays européens, la Communauté européenne elle-même, l'Australie, l'Inde, l'Iran, la Turquie et les États du Golfe. (Source : Banque mondiale)

Agriculture et développement rural

Le secteur agricole représente 35,5 % du PIB de l'Afghanistan²⁶. Il emploie quelque 80 % de la population afghane, qui vit principalement dans les zones rurales et participe, de façon directe ou indirecte, à l'agriculture et à l'élevage. Pour que les fruits de la croissance économique soient équitablement répartis dans tout le pays et que la majeure partie de la population afghane puisse en bénéficier, il est donc essentiel que ce secteur soit dynamique et en expansion. L'objectif stratégique de l'ANDS est d'attirer des investissements du secteur privé afin de faire de l'agriculture un secteur économique hautement performant, générateur de croissance et propre à augmenter les moyens de subsistance. Le gouvernement va mettre en œuvre une politique coordonnée de développement agricole et rural visant à réduire la pauvreté et à générer de nouvelles sources de revenus.



Cultivateur de pommes de terre afghan. (© FAO / Giulio Napolitano)

SIGNES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LA PROVINCE DE HELMAND

Les premiers signes de croissance économique sont observés dans la province afghane de Helmand, où des initiatives à l'adresse des agriculteurs et des hommes d'affaires de la région bénéficient d'un soutien international. Cette province méridionale est l'une des zones les plus fertiles du pays, mais son économie repose sur le commerce illégal d'opium. Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue en Afghanistan, le Département britannique de développement international (DFID) aide les agriculteurs à se tourner vers d'autres cultures. Non seulement cette reconversion leur assure un revenu licite et durable, mais elle fournit en outre à l'ensemble de la région les denrées alimentaires dont elle a tant besoin.

Les microcrédits appuyés par le DFID constituent un instrument essentiel de cette reconversion. À ce jour, plus de 230 personnes ont eu accès aux emprunts proposés par le DFID, pour un montant total supérieur à GBP 100 000. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'un vaste programme d'aide au développement agricole et rural dans la province de Helmand (de GBP 30 millions au total) dont les fonds sont majoritairement

affectés aux programmes de priorité nationale (NPP) à des fins de développement. D'autres activités menées sous les auspices du DFID ont pour objectif de soutenir la production et la commercialisation de produits locaux (fruits, noix et légumes), d'améliorer l'accès à l'eau potable et l'irrigation, et de construire des routes afin de permettre aux agriculteurs et aux producteurs d'acheminer leurs marchandises jusqu'aux marchés et autres points de vente.

Les activités du DFID dans la province de Helmand sont menées en coordination étroite avec la PRT de Helmand et avec les missions conduites par USAID. Un de ces projets est consacré à la remise en état de l'aéroport de Lashkar Gah (Bost) afin de permettre aux producteurs de desservir leurs clients dans le pays et dans la région. Dans le cadre du même programme, un parc agro-alimentaire parrainé par USAID devrait également ouvrir ses portes sur le site de l'aéroport en 2009. (Source : DFID)

²⁶ FMI et autorités afghanes.



La stratégie globale de développement du secteur agricole et rural (CARD) a pour objectif principal d'endiguer la pauvreté par le biais de la relance économique. Elle définit une série de programmes visant à améliorer la qualité de vie de la population rurale grâce à une sécurité alimentaire garantie, des services de base assurés, des revenus accrus et des opportunités professionnelles plus riches pour les travailleurs actifs dans des secteurs licites.

Pour atteindre ces objectifs, la réhabilitation et la construction de routes dans les zones rurales ainsi que du réseau d'irrigation existant restent une grande priorité. Cette politique débouchera rapidement sur une augmentation de la production agricole, un meilleur accès aux marchés et autres points de vente, et sur une réduction du taux de pauvreté de la population rurale.



Vue aérienne d'une partie du barrage Dahla dans le district d'Arghandab, (nord de la province de Kandahar), le 11 juillet 2008. (© Ministère canadien de la Défense)

LE CANADA INVESTIT DANS LE PROJET DE RÉHABILITATION DU SYSTÈME D'IRRIGATION D'ARGHANDAB

Le barrage Dahla et son système d'irrigation, situé au cœur de la province de Kandahar, est le deuxième barrage de l'Afghanistan. Quatre-vingt pour cent de la population de la province vit à proximité des canaux. Construit dans les années 1950, le système fonctionne à capacité considérablement réduite et le débit d'eau du lac de retenue ne peut pas être régulé. Dans le cadre du projet AIRP (Arghandab Irrigation Rehabilitation Project), qui prévoit la réparation du barrage Dahla et de son système d'irrigation, le Canada investira plus de USD 50 millions pour réparer les installations, construire des routes, remplacer les générateurs et réparer les canaux.

Le projet prévoit également la mise en place d'un organisme de gestion des eaux du sous-bassin de la rivière d'Arghandab, qui prendra en charge la gestion du système d'approvisionnement en eau de la région, en consultation avec les intervenants locaux. Il prévoit aussi la formation des agriculteurs à la gestion de l'eau et aux nouvelles techniques de culture vivrière. Par l'intermédiaire de la PRT de Kandahar, l'Agence canadienne de développement international (CIDA) a participé aux activités d'ingénierie, de logistique et de sécurité liées à ce projet. (Source : CIDA)



Travaux de réfection d'un canal d'irrigation (province de Kaboul) dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale. (© Banque mondiale 2008)

PROGRAMME DE RÉHABILITATION D'URGENCE DU SYSTÈME D'IRRIGATION

Financé par la Banque mondiale, ce projet de réhabilitation d'urgence du système d'irrigation contribue à alimenter en eau les exploitations agricoles dans les zones concernées, grâce à une distribution plus fiable et plus équitable des eaux d'irrigation. La réfection du système national d'irrigation dans les cinq bassins versants d'Afghanistan contribuera à augmenter la productivité et les revenus agricoles, à améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, et à réduire la vulnérabilité liée aux sécheresses. À ce jour, six bureaux régionaux ont été établis (à Kaboul, Jalalabad, Kandahar, Balkh, Kunduz et Hérat) afin de mettre sur pied une capacité institutionnelle à l'échelle locale. Par ailleurs, 710 sous-projets, pour un montant total d'environ USD 65,9 millions environ ont été proposés, dont 668 (USD 56,9 millions) ont été approuvés. Des contrats relatifs à 655 sous-projets (USD 47,13 millions) sont en cours et 570 sous-projets (USD 33,69 millions) ont été menés à bien. Depuis janvier 2009, le projet a permis d'irriguer 100 000 hectares de terres supplémentaires et d'accroître substantiellement la production agricole dans les zones réhabilitées. En outre, la réparation d'urgence du barrage Band-e-Sultan (USD 500 000) au nord de Ghazni est achevée. L'étude de faisabilité du projet combiné Irrigation et Centrale hydroélectrique de la basse vallée de la Kokcha dans le bassin de l'Amu Darya, est également terminée. L'installation de 64 des 174 stations hydrologiques dans différentes zones du pays est terminée et l'installation des stations restantes est en cours. (Source : Banque mondiale)

CRÉATION D'UNE ÉCOLE DE DÉVELOPPEMENT RURAL À KABOUL ET À BADGHIS

L'Espagne coordonne les activités de soutien à la stratégie afghane pour l'agriculture. L'une des propositions les plus intéressantes de cette stratégie est la création d'un Institut national de développement rural à Kaboul, ainsi que d'une école provinciale rurale à Badghis, qui figure parmi les provinces les plus pauvres d'Afghanistan, projet pour lequel Madrid a promis 15 millions d'euros.

Par ailleurs, l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID) se consacre actuellement à la remise en état du réseau d'irrigation de Badghis, à la formation des Afghans aux techniques agricoles modernes, à l'amélioration de l'élevage, à la réhabilitation des plantations de safran et de pistaches et, enfin, à la lutte contre les pestes agricoles.

Entre 2001 et 2008 la contribution globale du gouvernement espagnol à la reconstruction et au développement socio-économique de l'Afghanistan s'est élevée à 225 millions d'euros.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des systèmes d'irrigation alimentant une superficie de 567 000 hectares ont été réhabilités depuis 2004. Près de 20 000 kilomètres de routes ont été construites ou remises en état par le biais de divers programmes, ce qui s'est traduit par un meilleur accès, pour la population, aux marchés, à l'emploi et aux services sociaux. Plus de 500 000 familles (36 % des villages) tirent profit de petits projets d'irrigation²⁷.

Pendant l'exercice financier 2007, la production céréalière a atteint 4,6 millions de tonnes²⁸, soit plus du double de celle de 2001 (2 millions de tonnes)²⁹. Le nombre de coopératives agricoles est passé à 1 114 (52 en 2002); quelque 142 600 personnes (7 400 en 2002)³⁰ travaillent dans ces coopératives. Des nouvelles variétés de semences, issues pour la plupart d'entreprises privées florissantes, ont été introduites sur le marché afghan. D'excellente qualité, elles se caractérisent par un rendement supérieur et une meilleure résistance aux maladies.

²⁷ ANDS.

²⁸ Les céréales représentent plus de 90% de la production agricole totale.

²⁹ FAO.

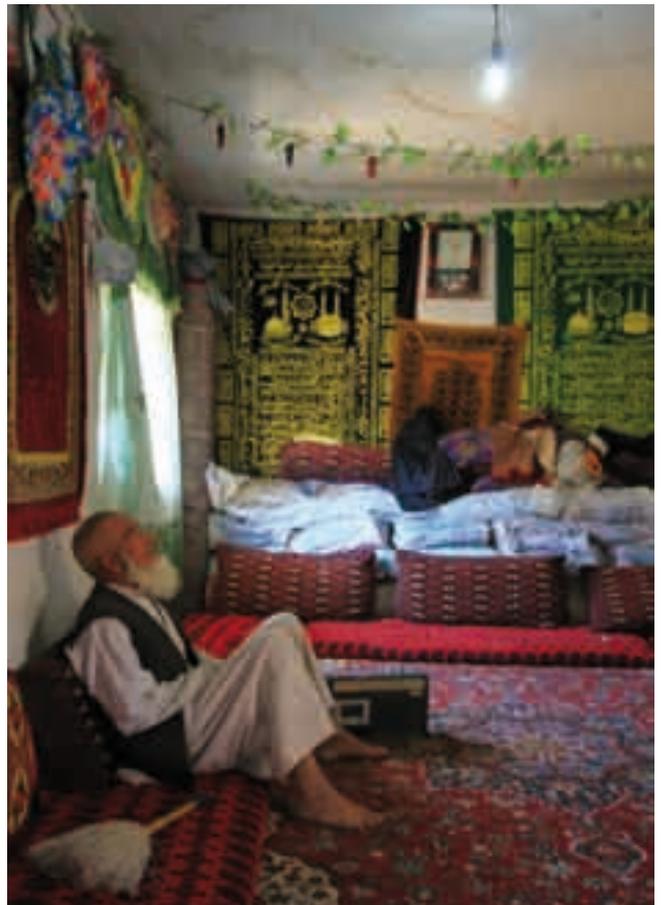
³⁰ FMI et autorités afghanes.



LA FAO SOUTIENT LE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES LAITIERS INTÉGRÉS

Ce projet vise à développer des systèmes laitiers intégrés en Afghanistan. Plusieurs unions laitières, notamment l'Union laitière de Kaboul, l'Union de développement d'activités d'élevage de Mazar et l'Union laitière de Kunduz ont été créées et enregistrées auprès des autorités afghanes. Dotées d'équipements complets de pasteurisation et de conditionnement, les installations des centres laitiers de Kaboul, Balkh et Kunduz ont vu leur productivité atteindre 7 000, 5 000 et 2 000 litres par jour respectivement. En 2008, la production de lait des trois unités a été de 2,1 millions de litres (0,6 million en 2003).

Outre un soutien technique, des experts offrent aux employés des unions laitières des formations qui leur permettront d'améliorer leurs compétences en gestion technique et financière et, à terme, de gérer les activités du secteur laitier. Une prolongation de 15 mois (d'octobre 2008 à décembre 2009) a été proposée pour consolider le processus. Elle a reçu l'approbation des donateurs, qui ont en outre accordé un financement supplémentaire de USD 1,7 million. Chaque Union a élaboré un plan d'entreprise triennal. Les installations de traitement et de refroidissement de Kunduz et de Mazar, ainsi que les broyeurs pour aliments des trois unités, seront modernisés. (Source: FAO)



Un Afghan profite de la lumière qui illumine une pièce de sa maison à Kaboul. (© Banque mondiale)

L'ANDS a pour objectif d'approvisionner en électricité 65 % des ménages et 90 % des immeubles non résidentiels dans les grandes zones urbaines, et 25 % au moins des ménages dans les zones rurales d'ici à 2010. La production d'électricité est passée de 557 MWh en 2002 à 1 566 MWh en 2008³¹. Désormais reliée au *North East Power Transmission System* (NEPS), Kaboul bénéficie d'une alimentation électrique plus constante et plus fiable.

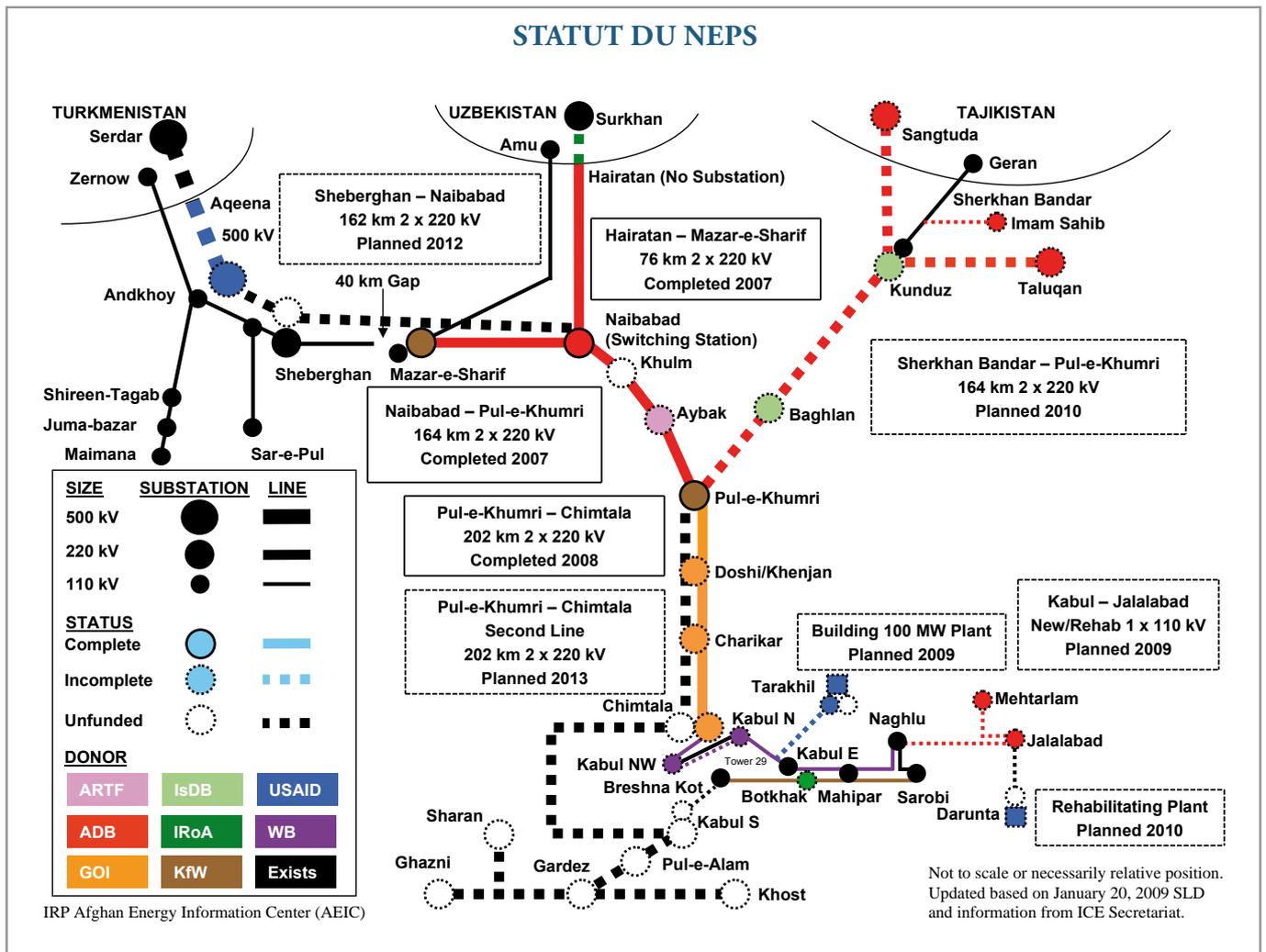
Bien que la majeure partie de la capitale n'ait accès à l'électricité que pendant quatre heures un jour sur deux, un nombre croissant de quartiers en bénéficient 24 heures sur 24. À mesure que la capacité des lignes de transmission vers Kaboul augmentera et que le réseau de distribution sera modernisé, un nombre croissant de ménages et d'immeubles non résidentiels auront accès à l'électricité.

En outre, le contrat d'achat d'électricité récemment signé entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan permettra de nombreuses villes du nord du pays de rétablir l'alimentation électrique nécessaire à la reprise d'activités économiques dynamiques.

Énergie et transport

La croissance économique à long terme ne pourra être réalisée si l'on fait l'impasse sur la construction de réseaux physiques et d'infrastructures dans les secteurs énergétique, hydraulique et des transports. L'objectif stratégique de l'ANDS en matière d'énergie est de fournir une énergie fiable et abordable reposant sur un marché efficace et bien régulé et sur les investissements du secteur privé. La mise en place d'infrastructures modernes optimisera le potentiel économique de l'Afghanistan, et sera source d'emplois, de revenus et d'un flux régulier de capitaux. Qui plus est, l'existence d'infrastructures efficaces contribue à l'édification de la nation et renforce la crédibilité du gouvernement en assurant aux citoyens afghans un accès facilité à de meilleurs services.

³¹ USAID.



LE BARRAGE DE KAJAKI ALIMENTE LE SUD DE L'AFGHANISTAN EN ÉLECTRICITÉ

En septembre 2008, une troisième turbine a été mise en place au barrage de Kajaki Dam (province de Kandahar). Cette nouvelle turbine, et la réhabilitation d'une turbine existante, permettra au barrage de tripler sa production d'électricité pour les villes de Kajaki, Lashkar Gah et Kandahar (de 16,5 MW à 51 MW). Le barrage fait l'objet d'autres travaux visant à approvisionner en eau la population, le secteur agricole et l'industrie de la vallée du fleuve Helmand (1,5 million d'habitants). Ces travaux déboucheront sur une amélioration substantielle de la qualité de vie des habitants de la vallée, et donneront une impulsion à la croissance économique et au développement. Un meilleur approvisionnement en eau et en électricité est synonyme d'augmentation de la production agricole et d'amélioration des services hospitaliers ainsi que d'un

éclairage plus fiable pour que les enfants puissent étudier. Le barrage de Kajaki constitue un maillon de l'effort de développement consenti dans la vallée de Helmand, et un élément essentiel du plan général de développement économique et social élaboré par le gouvernement. Bien que le projet soit financé par le gouvernement des États-Unis, le ministère de l'Énergie joue un rôle crucial dans l'élaboration des plans relatifs au projet et veille par ailleurs à l'adéquation du projet et de la politique générale de développement énergétique définie par le gouvernement. Le projet n'aurait pu être mis en œuvre sans l'intervention de l'ANSF et des troupes de la FIAS, qui assurent la sécurité, et de la PRT, qui en garantit la coordination logistique (Source: USAID).



Éclairage nocturne à Kaboul.

PLEINS FEUX SUR KABOUL

Le Programme de réhabilitation d'urgence de l'électricité a pour objectifs d'améliorer l'approvisionnement en électricité de Kaboul et d'étendre le réseau de distribution de la ville; de remettre en état la centrale hydroélectrique de 100 MW de Naghlu et, enfin, de réorganiser et de privatiser l'entreprise de service public d'électricité en vue d'améliorer la fourniture de services. Les travaux menés dans le cadre de ce projet sont achevés. Ils ont porté sur le raccordement de Kaboul au NEPS qui permettra d'importer de l'électricité d'Ouzbékistan et sur la réhabilitation de la ligne de transmission de 110 kV de la centrale de Naghlu au réseau de la ville. Ainsi, la population de la ville bénéficie désormais d'une alimentation électrique plus constante et plus fiable.

Ce projet complète les travaux entrepris au titre du projet Amélioration de l'alimentation électrique de Kaboul (USD 7,4 millions), qui a contribué à réhabiliter une unité de 22 MW de la centrale hydroélectrique de Mahipar ainsi que la ligne de transmission de 110 kV associée. La centrale de Mahipar joue un rôle crucial dans l'approvisionnement électrique de Kaboul en hiver car le débit du fleuve qui alimente cette station n'est suffisant que de décembre à mai. Une seule unité de la centrale de Mahipar peut fournir de l'électricité à 16 000 ménages au moins pendant cette période de l'année (sur la base d'une consommation moyenne de 200 kWh/mois à Kaboul), et remplace les onéreux groupes électrogènes au diesel.

Par ailleurs, le projet Alimentation électrique Kaboul/Aybak/Mazar-i-Charif financé par l'ARTF et le projet Développement de l'énergie électrique en Afghanistan faciliteront la distribution du volume d'électricité supplémentaire que l'Ouzbékistan, conformément au contrat d'achat conclu avec l'Afghanistan, a accepté de fournir aux villes non électrifiées qui jalonnent la ligne de transmission récemment commandée. Grâce à ces projets, les villes de Mazar-i-Charif, Aybak, Pul-e-Khumri, Jabul-e-Saraj, Charikar et Gulbahar retrouveront leur vigueur économique d'antan.

(Source : Banque mondiale)

L'ALLEMAGNE PARTICIPE À L'ÉLECTRIFICATION DE KABOUL

Les activités de l'Allemagne dans le secteur énergétique se focalisent sur l'amélioration et la stabilisation de la fourniture d'électricité dans la région de Kaboul, où sont concentrés 39 % du réseau national et 65 % de la production totale d'électricité du pays.

L'approvisionnement en électricité de la capitale est principalement assuré par trois centrales hydroélectriques (Naghlu, Mahipar et Sarobi) et par une turbine à gaz.

Le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement a contribué à hauteur de 20,5 millions d'euros au projet de réhabilitation des centrales hydroélectriques de Kaboul. Berlin a également alloué 4 millions d'euros à l'ARTF pour la remise en état de deux turbines de la centrale de Mahipar. (Source : Ministère allemand des Affaires étrangères)

L'amélioration du réseau routier se poursuit. En juin 2008, 13 150 kilomètres de routes avaient été construites ou réhabilitées³². La route qui relie les principales villes afghanes ainsi que les routes internationales (plus de 3 000 km) sont pratiquement toutes remises en état et pavées. Grâce à ces avancées, le temps de déplacement moyen a chuté et les activités commerciales sont florissantes. Le trafic de fret, qui a enregistré une hausse considérable, devrait atteindre 23,7 millions de tonnes/km d'ici à 2010³³. Le parc automobile compte actuellement quelque 607 000 véhicules (175 000 en 2002)³⁴, principalement privés (576 000)³⁵. L'amélioration du réseau routier et l'augmentation du nombre de véhicules particuliers démontrent que le processus de reconstruction de l'Afghanistan est en cours.

³² MANUA, 2008.

³³ Banque asiatique de développement, 2008.

³⁴ FMI et autorités afghanes.

³⁵ FMI et autorités afghanes.

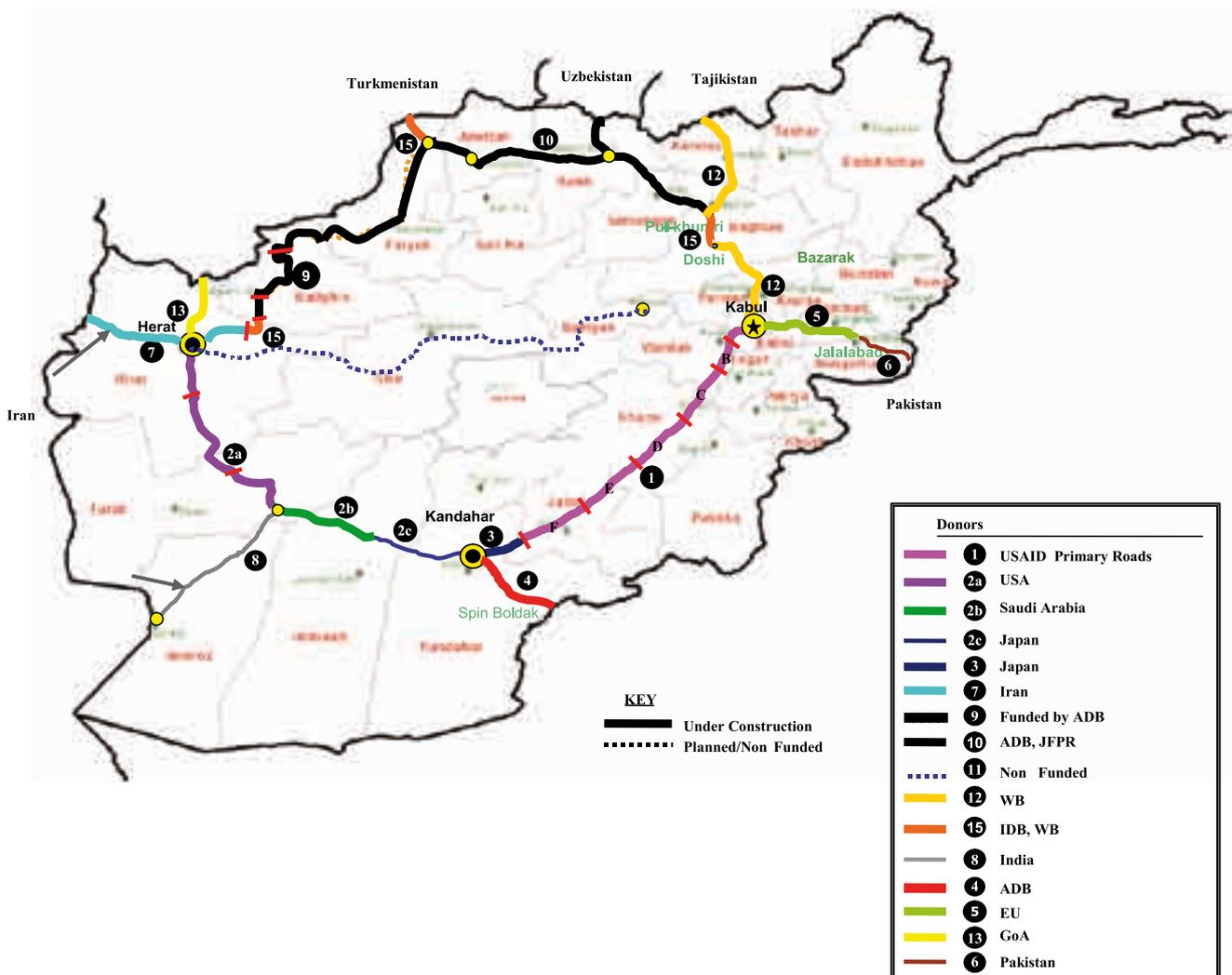
DE KABOUL À BAMYAN

L'Italie aide l'Afghanistan à reconstruire l'axe routier de Kaboul à Bamyan. Le projet, qui porte sur 136 kilomètres de route, permettra de rétablir la circulation régulière – tant commerciale que privée – entre la capitale et la célèbre ville de Bamyan. Cette voie en lacets franchit montagnes et cols et traverse la plaine.

Le coût total du projet, estimé à 104 millions d'euros, est entièrement pris en charge par le gouvernement italien.

En l'espace de huit ans, l'Italie a promis une somme de 441 millions d'euros pour la reconstruction de l'Afghanistan. À ce jour, 355 millions ont été déboursés. (Source: Ministère italien des Affaires étrangères)

LE PÉRIPHÉRIQUE AFGHAN ET LES PRINCIPAUX AXES ROUTIERS INTERNATIONAUX





L'OTAN FOURNIT L'ACCÈS INTERNET AUX ÉTUDIANTS AFGHANS

Baptisé « route de la soie virtuelle » en référence à la route qui reliait jadis l'Asie et l'Europe, le projet SILK de l'OTAN fournit l'accès Internet aux milieux universitaires du Caucase et d'Asie centrale par le biais de liaisons satellites. Opérationnel à l'université de Kaboul depuis 2006, le projet sera étendu aux provinces. Par l'intermédiaire du projet SILK, le programme « Science au service de la paix et de la sécurité (SPS) » de la Division Diplomatie publique de l'OTAN apporte un soutien aux autorités afghanes dans le développement du secteur de l'enseignement.

Région de Kaboul : en 2008, grâce au programme SPS les quatorze facultés de l'université de Kaboul et le ministère de l'Éducation supérieure ont été reliés à un réseau campus et une installation de visioconférence a été établie. Les travaux visant à fournir un accès

Internet à d'autres instituts d'enseignement de Kaboul par le biais de la route de la soie, parmi lesquelles l'Académie militaire nationale et le Centre des médias et de l'information, sont en cours.

Provinces : en mars 2008, l'Agence des C3 de l'OTAN (NC3A) a été chargée de conduire une étude de faisabilité sur la connectivité Internet des autres universités que celle de Kaboul. Le processus d'appel d'offres relatif à cette extension du projet SILK est en cours et la mise en œuvre du projet pourrait démarrer fin 2009. Le ministère afghan de l'Enseignement supérieur a recensé les six universités qui bénéficieront en priorité de ce projet : l'université d'Hérat, l'université de Jowjan (Sheberghan), l'université de Kandahar, l'université de Cheikh Zaid (Khost), l'université de Balkh (Mazar-i-Charif), et l'université de Nangarhar (Jalalabad).



La route de la soie virtuelle fournit un accès aux nouvelles technologies à la communauté académique afghane.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez vous adresser à :

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

Division Diplomatie publique
Section Presse et médias
Centre d'opérations médias (MOC)
Tél.: 0032-2-707-1010
Courriel : moc@hq.nato.int
Site web : www.nato.int

QG de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS)

Bureau Affaires publiques (PAO)
Tél.: +93 (0) 799-511155
Courriel : pressoffice@hq.isaf.nato.int
Site web : www.nato.int/isaf/index.html

Haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan

Tél.: + 93 (0) 799 51 1478

Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan

Centre officiel des médias et de l'information (GMIC)
Tél.: 0093-707-411-950
Courriel : dutyofficer@gmic.gov.af

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)

Tél.: +39 (0) 831-246-121
Courriel : spokesperson-unama@un.org
Site web : www.unama-afg.org



Division Diplomatie publique de l'OTAN
1110 Bruxelles - Belgique
Site web : www.otan.nato.int
Courriel : distribution@hq.nato.int